

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS A. PÉRIER
Rédacteur en chef. Administrateur.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :

Gaston CALMETTE

TÉLÉPHONE { 102.46 Rédaction
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise	15	30	60
Départements	18	37	75
Union Postale	21	43	86

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

LES DÉCORATIONS

Sont nommés chevaliers de la Légion d'honneur sur la proposition de M. Delcassé, ministre des affaires étrangères :

A titre français :

M. Conty, secrétaire d'ambassade à Rio-de-Janeiro.

A titre étranger :

M. Frédéric Hugo d'Alési, sujet roumain, artiste peintre-lithographe.
M. Boya de Moza, sujet espagnol, chef du service administratif du bureau Veritas.M. Georges Dammann, citoyen américain, directeur d'une maison de commerce à Lyon.
M. John Drake, sujet anglais, professeur à l'Association polytechnique.M. Goldschmidt, sujet allemand, docteur en médecine.
M. Maurice Hennequin, sujet belge, auteur dramatique.M. Robert Mols, sujet belge, artiste peintre.
M. Jules Renard, dit Draner, sujet belge, artiste dessinateur.M. Santarelli, sujet espagnol, président de la Chambre de commerce espagnole de Paris.
M. Tcherning, sujet danois, directeur adjoint du laboratoire d'ophtalmologie de la Sorbonne.

Parmi ces nominations dans la Légion d'honneur, il nous faut relever tout spécialement le nom de M. Hugo d'Alési, le peintre de grand talent qui, par ses belles affiches tentantes pour les chemins de fer, a si fort contribué à l'extension du tourisme en ces dernières années.

Avant d'apporter dans l'affiche de paysage une révolution semblable à celle que Chéret introduisit dans l'affiche de genre, Hugo d'Alési a travaillé comme ingénieur à la construction des quais de Smyrne.

Venu à Paris en 1876, il donnait, en 1885 et en 1886, deux expositions de ses œuvres, paysages et marines. En 1887, il trouvait le moyen, sur des machines ordinaires, d'imprimer lithographiquement en une seule fois plusieurs tons différents. Ce procédé, joint à sa connaissance approfondie du dessin et du coloris, lui permit de réaliser des merveilles.

En 1890, il signait ses premières affiches pour la Compagnie P.-L.-M., et dès lors on admire les vues prestigieuses qu'Hugo d'Alési a données aux grandes compagnies de tous les beaux sites de France et de l'étranger. Il possède notamment le don si rare de rendre l'immensité et la majesté des montagnes.

M. Hugo d'Alési est, de plus l'auteur des plans panoramiques très remarquables des principales villes de France. M. Félix Faure a conservé dans son cabinet de travail de l'Élysée celui du Havre, un des plus beaux.

L'excellent artiste fut le principal organisateur de l'exposition du centenaire de la lithographie, dont il exécuta l'affiche très remarquable et d'une grâce toute parisienne. En ces derniers temps, par ses « tableaux scolaires », adoptés par le ministère de l'instruction publique, il a beaucoup fait pour l'enseignement pittoresque de la géographie dans les écoles.

La croix de la Légion d'honneur était due depuis longtemps à cet artiste de talent, de conscience, de vie laborieuse et digne.

Age : la cinquantaine. Ne grisonne pas encore. De taille haute et mince, d'allure militaire, que soulignent le ruban rouge, il vit très en forme (quand il ne court pas les Alpes et les côtes d'azur) dans son bel atelier de la place Pigalle, meublé dans le goût turc avec une splendeur tout orientale.

Le Commandeur.

APPEL A L'UNION

Nous avons publié hier, avec les signatures des premiers adhérents, MM. Adolphe Carnot, Etienne Charavay, Jules Claretie, G. Larroumet, J.-P. Laurens, Ernest Lavisse, Anatole Leroy-Beaulieu, Gaston Paris, Victorien Sardou, Sully Prudhomme, etc., « l'appel à l'union » que nous transmettait le Comité, et dont voici le texte :

Il ne s'agit pas d'une nouvelle ligue, mais de rallier, par une déclaration commune, les amis de la légalité et de la paix publique.

Les soussignés, déplorant les appels répétés à l'illégalité, à la violence et à la haine, persuadés qu'à l'heure présente le devoir de tous les Français est de travailler à la conciliation et à l'apaisement :

Également respectueux de la Magistrature, gardienne de la justice, sans laquelle aucune société ne saurait subsister, et de l'Armée, école de dévouement et de sacrifice, nécessaire à la nation pour la défense de son territoire et de ses droits :

Affirmer l'égalité de tous les Français devant la loi :

S'accorder pour déclarer que l'agitation actuelle, funeste aux intérêts vitaux de la patrie, ne peut prendre fin que si tous les bons citoyens s'inclinent par avance devant la décision, quelle qu'elle soit, de la Cour de cassation, Tribunal suprême du pays.

Dès la première journée, le Comité a reçu les adhésions suivantes qui prouvent à quel immense besoin d'apaisement répondait cet appel :

MM. Boutmy, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ; Ludovic Halévy, de l'Académie française ;

Sic, général de division en retraite ; Colas Laforest, ancien officier ;

A. Luchaire, de l'Académie des inscriptions, professeur à la Sorbonne ;

P. Viollet, de l'Académie des inscriptions ; Louis Ganderax, Hervé de Kérouart, directeur politique du Soleil ; Th. Canivet, rédacteur au Soleil ; Georges Moreau, directeur de la Revue encyclopédique Larousse ; Achille Lécalle, directeur de l'Éducation ;

George Durry, professeur à l'École polytechnique ; Edouard Petit, inspecteur général de l'instruction publique ; Léon, répétiteur à l'École polytechnique ; Raymond Thamin, professeur suppléant au Collège de France ; Aug. Daguillon, chargé de cours à la Sor-

bonne ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

M. de la Roche, de l'Académie des sciences morales, directeur de l'École des sciences politiques ;

La Ligue des Contribuables

26 MILLIONS

DE DÉPENSES NOUVELLES

S'il avait fallu poser nettement la question soulevée par la Ligue des contribuables, on n'aurait pu désirer mieux que la discussion générale du budget. Le rapporteur, certains des orateurs intervenus ont été d'une clarté parfaite. Pour eux, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes parlementaires. La Chambre est une petite sainte qui n'a jamais cédé au moindre entraînement financier : ce n'est pas elle qui pousse à la dépense ; qui augmente les crédits demandés par le gouvernement ; qui vote des lois entraînant des dépenses nouvelles considérables ; elle s'en garderait bien !

Si quelqu'un a tort, c'est le contribuable, ce pelé, ce galeux, d'où nous vient tout le mal ! De quoi, pourquoi se plaint-il ? On accepte son argent ; on le lui demande ; on le lui prend même ; et l'on n'est pas content et honoré ? Quelle insolence ! Non, non, non ! La Chambre ne renoncera pas à ses droits, si précieux, si avantageux ; elle les gardera tous, les exercera tous ; et l'on verra bientôt de nouvelles applications ! Les contribuables peuvent se préparer à subir l'assaut et à voir leur escarcelle !

Ainsi parlèrent tour à tour, beaucoup mieux bien entendu, sur le mode dionysien, les orateurs aimés des dieux, inspirés par les Muses du radicalisme socialiste, parmi les acclamations enthousiastes de la grande majorité de l'assemblée des élus.

Le plus jeune d'entre eux prétendit même que, loin d'imposer aux vulgaires payeurs d'impôts aucun surcroît de charge, les votes de la Chambre ne font que procurer au pays des ressources grandissantes, augmentant rapidement sa fortune, si bien qu'il est menacé de connaître ce mal si rare : l'embarras des richesses. Par un prodige d'alchimie, on le vit, à la tribune, métamorphoser instantanément les déficits en excédents budgétaires. Sous ses heureuses mains, le cuivre devint or. Et la Chambre transportée de joie et d'orgueil, oubliant dans son ivresse de voter l'affichage.

C'est parfait ! Il ne reste plus qu'à poursuivre un combat aussi vigoureusement engagé entre les contribuables se plaignant qu'on dépense trop et les élus répliquant qu'on dépensera encore davantage.

Mais sur quel terrain le poursuivre ? Quelques-uns de nos amis inclinaient à livrer immédiatement, dans le champ clos du Palais-Bourbon, une grande bataille rangée, sans se faire illusion d'ailleurs sur l'issue de cette rencontre, qui ne pourrait que se terminer par le triomphe éclatant des soi-disant défenseurs des « droits de la Chambre » et du « régime parlementaire ».

D'autres ont pensé, au contraire, qu'il valait mieux continuer l'action là où elle est commencée, devant le public, qui est le grand intéressé et sera le souverain juge. Et voici leurs raisons.

Où est le mal ? Dans la Chambre. Mais elle le chérit ; elle en est amoureuse de ce mal doux et cruel, si doux pour elle, si cruel à ses victimes. Lui demander de le guérir est peine perdue, — aujourd'hui du moins. N'en doute. Plus tard, lorsque les électeurs auront grondé, par centaines de milliers, qui sait ? par millions ? — ce sera différent. La crainte de Dieu est le commencement de la sagesse, et Dieu c'est l'électeur, puisque la voix du peuple est la voix de Dieu. Il faut donc commencer par obtenir que Dieu parle, clairement, non pas en oracles sibyllins, mais en style moderne interdisant l'équivoque. Pour cela, c'est la campagne extérieure qu'il faut poursuivre, par le journal, la brochure, la conférence. Le député est instruit du secret d'Etat ; c'est le contribuable qui ne se doute point des causes de son malheur : il faut les lui apprendre.

Donc, à quoi bon discuter devant la Chambre ? L'affaire n'est pas au point. Qu'on l'y mette d'abord.

Et puis, la Ligue des contribuables n'est point la ligue des « parlementaires ». Elle comprend, heureusement, des « parlementaires » qui veulent sauver la liberté en même temps que la fortune de la France ; mais c'est en qualité de « contribuables » qu'ils agissent ; ils n'avaient besoin d'aucune « ligue » s'ils avaient voulu agir comme « parlementaires ».

Par conséquent, aucun motif pour perdre au Palais-Bourbon du temps et des peines qu'on doit employer mieux en dehors.

Ce n'est pas tout. Rien ne vaut les démonstrations spontanées. Et l'aplanissement : voilà des orateurs que tout le monde entend, quand les pierres du chemin se lèvent et crient ! Or, elles vont crier, les pierres. Il va faire retentir les airs, le « marbre de la tribune » en acajou. Vous allez voir, ô contribuables de toutes catégories, la sarabande des amendements en faveur de l'augmentation des dépenses, de ces dépenses que vous payez avec l'argent de votre salaire, de votre travail, de vos revenus si vous en avez !

A l'heure où j'écris — (à celle où vous lirez, les chiffres ne seront plus justes : ils seront dépassés de plusieurs millions peut-être) — sur 174 amendements au budget, déposés par vos chers souverains en vertu de ce droit d'initiative qui leur tient tant à cœur, il y en a 122 qui proposent des augmentations de dépenses !

Sur les 122, il y en a 10 qui forment

des principes, sans déterminer les sommes à dépenser en vertu de ces principes. Reste 112 amendements articulés d'une façon précise les accroissements de crédits — et par conséquent d'impôts, car, vérité trop oubliée, toute dépense correspond à un impôt égal.

Or, savez-vous à quelle somme totale de dépenses nouvelles s'élèvent ces propositions ?

A 26,039,819 francs ! Et ce n'est pas fini.

Un de mes collègues me montrait hier une pétition qu'il venait de recevoir d'une certaine catégorie de citoyens émargeant au budget et réclamant une augmentation notable de traitement.

Les signataires sont au nombre de plus de trois cents, tous électeurs dans sa circonscription. « Que voulez-vous que je fasse ? — me disait-il avec désespoir ; — je suis bien obligé de voter pour l'augmentation demandée. Je perdrais peut-être cinq cents voix, si je votais contre ! (Il a été élu à quelques douzaines de voix de majorité.)

Voilà donc un député qui va voter contre sa raison, parce qu'il a peur d'un certain nombre d'électeurs remuants, et quoique son vote doive porter préjudice à l'immense majorité de ses électeurs, qui sont contribuables et non salariés du Trésor public. Mais il sait que ceux-ci sont des résignés, des isolés, chacun préoccupé uniquement de ses affaires. Il voterait d'une façon toute différente, s'il se trouvait en présence d'une manifestation catégorique du plus grand nombre des électeurs. C'est donc cette manifestation qu'il faut d'abord obtenir.

Ce sont les contribuables, directement, qu'il faut réveiller, éclairer, grouper, syndiquer, mettre en marche. Ils n'auront qu'à sortir de leur tente et à se montrer, sans même pousser leurs cris : vous verrez alors se convertir subitement les mêmes députés qui votent et célèbrent aujourd'hui les augmentations de crédits.

En attendant, il est bon que les choses suivent leur cours au Palais-Bourbon. Plus les députés augmenteront les dépenses, plus ils travailleront au succès de l'œuvre entreprise par la Ligue des contribuables. Il sera même excessivement curieux de voir comment les partisans de la nouvelle dépense de 26,039,819 francs proposée à la Chambre s'y prendront pour démontrer que les « petits » contribuables ont avantage à payer ce supplément de « douloureuse ».

On verra aussi, dans toute sa beauté, le désordre de ce régime sans nom, sans précédent, sans analogue dans l'histoire, qu'on ose appeler le régime parlementaire, républicain, et qui n'est que la plus funeste et la pire tyrannie : celle d'une Assemblée irresponsable, ayant usurpé tous les pouvoirs.

Mesurer les forces contributives d'un pays, l'étendue des sacrifices que les nécessités du bien public exigent ; choisir les points sur lesquels il faut porter l'usage des ressources fournies par l'impôt ; apprécier que tel service présente des besoins plus urgents que tel autre, que celui-ci peut attendre, que celui-là doit recevoir immédiatement satisfaction ; mais c'est l'œuvre essentielle d'un gouvernement ! Seul il peut l'accomplir, parce que seul il possède les moyens d'information, de comparaison nécessaires pour un jugement si étendu et si complexe. S'il ne l'accomplit point convenablement, qu'on le reverse, qu'on le change, qu'on charge des hommes plus capables de la fonction à laquelle il manque ; mais nul député, nul groupe n'est en mesure d'exercer cette fonction sans en posséder l'organe indispensable, qui est le pouvoir — et le pouvoir ne peut être utilement confié à personne sans la responsabilité.

Or, la France va voir une fois de plus, — (mais, cette fois son attention sera éveillée) — les initiatives les plus essentielles du gouvernement prises par des hommes qui, en leur qualité de députés, ne peuvent être que de simples contrôleurs de dépenses, et qui se sont érigés en gouvernants directs mais irresponsables. Les uns régenteront l'armée, les autres la marine, ceux-ci les finances, ceux-là les travaux publics. Pour les dépenses militaires, l'initiative privée des députés réclame 9 millions d'augmentation ; conclusion logique de ces discours dans lesquels on se plaint si douloureusement de l'accroissement des charges militaires !

Quel nom donner à un tel système de gouvernement ? Quel pays comble des dons les plus précieux de la nature, dans son climat, dans la fertilité et la richesse de son sol, dans le caractère et l'intelligence de ses habitants, résisterait longtemps à un pareil régime d'administration générale ?

Un homme, des hommes spécialement, nominalement chargés, sous leur responsabilité directe, de gouverner, c'est-à-dire d'étudier, de préparer, d'exécuter les actes nécessaires de la vie nationale ;

D'autres hommes chargés, au nom des citoyens gouvernés, de surveiller, de contrôler les actes de ces gouvernants, d'apprécier l'utilité des sacrifices financiers demandés aux contribuables, mais ne pouvant les augmenter ;

Les uns et les autres, gouvernants et contrôleurs, restant dans leur fonction, afin que chacune s'accomplisse — ce qui devient impossible si les contrôleurs se font gouvernants et suppriment ainsi tout contrôle ;

Tel est le régime parlementaire vrai, le seul qui puisse fonctionner efficacement, le seul qui ait jamais fonctionné et qui fonctionne. Ce n'est pas chez nous qu'on le voit !

Nos gouvernants sont devenus peu à peu non plus des dirigeants mais des « suivants », de mauvais suivants comme les cuisiniers ou les valets de chambre de ces maisons où l'on en change tous les six mois. La plupart ne savent rien et ne

peuvent rien savoir, n'ayant rien appris auparavant et ne pouvant rien apprendre pendant.

Les députés se sont faits gouvernants : une cohue de six cents personnes voulant accomplir les œuvres les plus compliquées, pour lesquelles il faut le plus de méthode, de prévoyance, de durée, d'esprit de suite et de fermeté ! Ils ont, par là même, supprimé le contrôle puisqu'ils gouvernent eux-mêmes, directement, souverainement, sous les espèces de soi-disant ministres, d'un soi-disant Président de la République, et d'un Sénat qui n'en peut mais ; — et leur gouvernement n'est que destruction, incohérence, anarchie. Voilà notre régime.

Et l'on s'étonne que les dépenses aient augmenté — qu'elles augmentent — que tout se désorganise — que tout menace de crouler, écrasant sous les ruines les « petits » contribuables plus vifs encore que les « gros », les plus faibles avant les plus forts !

Etonnez-vous plutôt, ô Français ! d'être encore en vie !

Jules Roche.

Échos

La Température

Le baromètre est toujours en baisse sur nos régions ; mais le temps est très doux et la journée d'hier a été fort belle, c'est-à-dire sans pluie et ensoleillée, au contraire ; cependant, quelques pluies sont tombées dans l'Ouest. La température est en baisse dans l'Ouest et le nord de l'Europe. A Paris, elle donnait hier 8° au-dessus du matin, et 10° dans l'après-midi. Le soir, le thermomètre était à 9°, et le baromètre, à 758mm pendant la nuit, restait à 760mm dans la nuit.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 11° ; à midi, 16°. Temps splendide.

DIALOGUE DES VIVANTS

J'ai rencontré hier un homme ébouré, du moins c'est lui qui me l'a dit :

— Je suis ébouré ! s'est-il écrié du plus loin qu'il me vit. Voilà que vous vous mettez à publier un appel à l'union. C'est ébourant !

— Hé, mon Dieu, cher monsieur, remettez-vous. En quoi un appel à l'union peut-il vous troubler à ce point ? N'êtes-vous pas un homme d'ordre, un conservateur, un patriote ? Concevez-vous l'ordre, la conservation et la patrie comme sauvegardés par l'agitation et la haine ?

— Non, assurément.

— Qui peut donc vous ébourer dans les paroles d'union signées par quelques-uns de vos concitoyens ? Est-ce leur déclaration d'amour pour l'armée ?

— Oh ! non, bien sûr.

— C'est donc leur résolution de s'incliner devant l'arrêt de la Cour de cassation ?

— Franchement, oui.

— Vous ne voulez pas qu'on s'incline ?

— Non.

— Alors vous voulez qu'on résiste. Parfait. Mais dites-moi comment. Dans une vingtaine de jours vont commencer les débats publics où seront révélées toutes les péripéties de l'enquête, péripéties que nous ignorons, remarquons-le.

— Nous ne les ignorons pas. Nous savons tout que la Criminelle s'est montrée dès le début d'une partialité révolutionnaire.

— Comment cela ?

— Bard a levé sa toque pour parler au colonel Picquart. Et on lui a offert un grog avec de l'eau de Saint-Galmier. Quesnay de Beaupré a été préemptoire et foudroyant sur ces deux points capitaux.

— Oh ! Français, Français ! pauvres Français ! Vous êtes tellement habitués à être brutalisés par vos magistrats, à les entendre vous dire, avec des grognements de dogue : « Levez-vous ! Asseyez-vous ! Allez vous asseoir ! » que, lorsque par hasard vous en trouvez qui traitent les gens comme des chrétiens et non comme du bétail, vous dites : « Ce sont de faux juges, des vendus ! » Partialité révolutionnaire.

— Oui, partialité révolutionnaire, monsieur.

— Je poursuis. Quand les débats s'ouvriront, vous saurez tout. Vous connaîtrez les dépositions. On vous fera toucher du doigt les raisons de l'arrêt avant de le rendre. On ne vous escamotera rien. Alors, qu'est-ce que cela peut vous faire d'attendre tranquillement ?

— Ça me fait que je suis ébouré.

— D'accord. Mais quand l'arrêt aura été rendu, comment ferez-vous pour résister ?

— On trouvera bien un moyen.

— On n'en trouvera point, parce qu'il n'y en a pas. Et vous ne savez même pas quel sera cet arrêt ?

— L'importance, j'y résisterai.

— Même s'il dit que Dreyfus a été justement condamné ?

— Même... Ah ! non. Mais vous, dans ce cas, que deviendrait votre docilité préalable ?

— Moi ? Je serais enchanté, tranquillisé, pacifié et incliné. On vous demande d'en faire autant dans le cas opposé.

— Jamais de la vie !

Et mon homme s'en alla en secouant le gilet qui lui sert de tête. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

Le Président de la République a reçu hier, en hommage et en souvenir de son voyage, à Saint-Etienne, un magnifique album de photographies se rapportant à ce voyage et qui lui a été présenté par MM. Blanc, sénateur ; Benoit Orliol, député de la Loire ; Chavannon, maire de Saint-Etienne, et le préfet du département.

On sait que le peintre José Frappa avait déjà réuni les personnages qui accompagnèrent le Président au cours de ce voyage dans un petit tableau, la Visite chez le rubanier, qui a été envoyé

à l'exposition d'art français de Saint-Etienne.

L'album offert à M. Félix Faure multiplie les scènes analogues, publiques ou intimes, qui ont donné un caractère anecdotique particulièrement intéressant à ce voyage au pays du travail et des ouvriers par excellence.

Le marsouin est en bas ! Il est depuis hier au pied de l'escalier qui conduit au cabinet du ministre de la marine.

C'est une innovation de M. Lockroy, qui a peut-être voulu donner un pendant à cette amusante pochade de jeunesse, Le zouave est en bas ! qui eut, il y a quelque trente ans, un si vif succès.

Cette fois il s'agit de la garde du ministère de la marine dont une haute barrière blanche, peinte de frais, défend maintenant l'entrée aux indiscrets.

« Considérant, dit une pancarte affichée à la porte de la rue Royale, qu'il importe de réglementer les entrées dans les bureaux du ministère de la marine, dans un double but d'ordre et de sécurité », le ministre a pris certaines précautions que l'on ne saurait d'ailleurs trop approuver, et que l'on s'étonnera seulement de voir si tardives.

Jusqu'à ce jour, en effet, on entrait au ministère de la marine comme dans un moulin. Maintenant le marsouin est en bas !

M. Georges Leygues, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, a visité hier l'exposition Boudin.

Il a beaucoup admiré les œuvres du peintre et a acheté pour le musée du Luxembourg l'une des plus belles toiles de cette exposition intéressante : la « Vue du port de Bordeaux ».

INSTANTANÉS

M. LE COMTE LANJUNIAIS

A été élu avant-hier dimanche député du Morbihan dans des conditions qui prouvent une fois de plus l'inconstance et la bizarrerie du suffrage universel.

Aux élections du mois de mai, en effet, l'adversaire de M. Lanjuinais, M. le docteur Langlais avait été proclamé député par 6,803 voix contre 6,775. Cette élection fut annulée par la Chambre comme entachée d'irrégularités graves. Dimanche dernier, les deux concurrents se retrouvaient en présence. Le nombre des votants était le même, mais les résultats ont été tout autres. M. Lanjuinais a été, cette fois, élu par 8,137 voix contre 5,505 à son adversaire.

C'est ce qu'on peut appeler un renversement de rôles !

Il faut bien dire aussi qu'il y a quelques mois, l'échec de M. Lanjuinais avait surpris tout le monde, car il paraissait fort ancré dans la circonscription de Pontivy. Est, en effet, à la Chambre en 1881, et a été successivement réélu aux élections de 1885, de 1889 et de 1893. Mais jamais il n'avait eu une si forte majorité que cette fois-ci. On dirait que cette élection l'a retrempe !

Soixante-cinq ans, officier de cavalerie. Licencié en droit, ce qui prouve, malgré toutes les contradictions du moment, qu'on peut être, à la fois, un militaire et un intellectuel. M. Lanjuinais est un monarchiste qui n'a jamais mis son drapeau dans sa poche. Membre de la Commission de l'armée aux législatures précédentes, s'était fait, au Parlement, une spécialité des questions militaires. Aimable homme, caractère loyal, jouit, en raison même de la netteté de ses opinions politiques, de l'estime de ses adversaires.

M. Lanjuinais est le beau-frère de M. le comte Charles Pozzo di Borgo, élu député de la Corse aux élections dernières.

MAURICE HENNEQUIN

Une décoration donnée au titre étranger, et qui est cependant l'une des décorations les plus parisiennes de toutes les promotions de l'année.

Elle a révélé que l'auteur applaudi de tant de pièces d'un parisianisme exquis était Belge, ce que personne n'aurait soupçonné en l'écoutant, bien que Bruxelles soit, en somme, fort peu éloigné du boulevard des Capucines.

Né à Liège, fils d'Alfred Henne

bonne; Henri Lion, docteur de lettres, professeur au lycée; Emile Borel, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure; Hatfield, professeur honoraire au lycée Louis-le-Grand; Paul Desjardins, professeur agrégé de philosophie; Théodore Reinach, docteur en droit, directeur de la *Revue des études grecques*; Claverie, inspecteur à Saint-Barbe; Maurice Pétel, professeur au lycée Voltaire.

Achille Fautou, député du Pas-de-Calais; Henri Saint-René-Taillandier, Edmond Halphen, conseiller général de la Gironde; Jules Thesmar, avocat à la Cour d'appel; Francis Delassalle, avocat de première instance; Fernand Willard, avocat près la Cour d'appel de Paris; Charles Limet, avocat à la Cour d'appel.

A. Deslinières, membre de la Société des gens de lettres; Didron, peintre verrier; Emile Abraham, homme de lettres; Robert de Fiers, homme de lettres; Georges Alary, compositeur de musique; Wilfrid de Fonville, homme de lettres; Léopold Marcellin, publiciste; Gabriel Lécuyer, Brémont, artiste dramatique; Henri Pagan, homme de lettres; Edouard Delard, homme de lettres;

Antonin Mule, inspecteur général des Enfants-Assistés; docteur Fernand Bezançon; Docteur Riche, professeur à la Faculté de médecine; Jean Ch.-Roux, René Bonamy, Lenormant, Paul Barbin, Paul Winteler, internes des hôpitaux; Vincent-Cyrusson, préparateur à la Faculté de médecine; Charles Dollfus, Paul Lenglé, ancien député;

Georges Mathias, ancien professeur au Conservatoire; Mme Félix Mathias; Adolphe Kuss, ingénieur en chef; Pellin, ingénieur des arts et manufactures; Jules Richard, ingénieur-constructeur; J. Armand jeune, ingénieur.

Bardy, directeur honoraire des contributions indirectes; Edmond Charpentier, Richard Bouwens Van der Boyen, W. Bouwens Van der Boven, Marcel Ballot, Pierre Alliot, licencié en droit; F. Desjardins, docteur en droit; E. Donop de Mouchy, Charles Baude, Georges Thibaut, Georges Level june, Prosper Degres, Théodore Morin, docteur en droit; Carrière, rentier; Ch. Littman, lauréat de l'Ecole des sciences politiques;

Une liste de cinquante étudiants de la Sorbonne, précédée de la note suivante: « Les soussignés adhèrent à l'Union et envoient le témoignage de leur admiration à leurs maîtres qui leur donnent une fois de plus l'exemple d'un patriotisme éclairé. »

Nous rappelons qu'on est prié d'adresser les adhésions au Comité de l'Union, 23, rue Denfert-Rochereau.

Les journaux qui voudront recueillir et publier les adhésions, sont priés de les communiquer à l'adresse ci-dessus.

A propos de l'« Appel à l'union », plusieurs de nos confrères ont demandé à quelques-uns des signataires quels sont les sentiments qui les ont déterminés à s'associer à cette manifestation.

M. Adolphe Carnot, frère du regretté Président de la République, a fait à un rédacteur du *Temps* les déclarations suivantes:

Personnellement, je suis convaincu de l'innocence de Dreyfus, et la culpabilité d'Estherazy ne fait pas pour moi le moindre doute; conséquemment, je crois aussi à l'innocence de Picquart. C'est vous dire si l'union qu'on a toujours agi comme on aurait dû le faire. Aussi, lorsqu'on m'a présenté l'appel dont vous me parlez, j'ai signé avec empressement: je veux que tous s'inclinent devant l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation. Voilà toutes mes raisons.

Vous voudriez que je précise mon sentiment? que je vous dise en quel sens je prétends différer de la Ligue pour la Patrie française, et en quoi de la Ligue des Droits de l'homme et du citoyen? Le voici:

Nous voulons tout autre chose que ce que veut la Ligue pour la Patrie française. Le manifeste de celle-ci est plein de sous-entendus. Il ne parle pas de la Cour de cassation, il affiche la prétention de ne défendre que l'armée! Les déclarations de François Coppée sont détestables. Quant au discours de Jules Lemaitre, je ne l'ai pas lu en entier; je n'en ai vu que des extraits: je n'en dirai donc rien. Mais, je le répète, nous voulons autre chose qu'eux; nous voulons qu'on s'incline devant la Cour de cassation.

En quel sens différons de la Ligue des Droits de l'homme et du citoyen? Je suis moi-même un adhérent de cette Ligue; mais j'estime que ce que nous faisons aujourd'hui est chose nouvelle. Cette Ligue disait: « Nous sommes certains de l'innocence de Dreyfus, et nous voulons travailler activement à faire démontrer cette innocence. »

Elle a fait des manifestations, donné des conférences. Très bien. Mais nous, aujourd'hui, nous disons: « Le moment est venu d'attendre, sans rien dire, la décision de la Chambre criminelle, et de demander seulement qu'on s'incline devant cette décision. »

Au fond, nous avons toujours les mêmes idées, le même but; mais nous avons pas le même programme, nous ne nous servons pas des mêmes moyens. Nous ne ferons pas de conférences, nous ne voulons que recueillir des signatures.

M. Gustave Larroumet, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts, a dit de son côté au rédacteur du *Temps*:

L'appel à l'union me paraît d'une netteté absolue. Mon adhésion me fut demandée par M. Ernest Lavisse et je me hâtai de la lui envoyer, considérant cette manifestation comme tout à fait bonne; il convient, à mon sens, aujourd'hui qu'à chacun élève sa voix, que ceux qui veulent sincèrement et sans restriction l'apaisement et la concorde, l'union de tous les Français, leur égalité devant la loi, que ceux-là parlent haut dans l'intérêt de la patrie.

Je considère que ces deux forces de la société actuelle, la magistrature et l'armée, sont également nécessaires, et leur défense nous est également chère. Cela dit quand au principe. Mais dans les circonstances particulières que nous traversons, j'ajouterai que le respect à la magistrature, la soumission à ses arrêts me paraît la seule solution pacifique dans ce conflit qui menace de tout perdre si tous les bons Français ne proclament leur obéissance complète à la loi.

Au même journal, M. Boutroux, l'éminent professeur de philosophie à la Sorbonne, membre de l'Institut, a fait cette réponse:

Si j'ai mis mon nom au bas de l'appel pour l'union, c'est que c'est une manifestation également respectueuse de la justice et de l'armée. Remarque, au reste, que le même sentiment a été exprimé, avec une grande netteté, par quelques membres de la Ligue pour la Patrie française, comme M. Albert Borel. Ah! comme il serait souhaitable que tous les membres de ce groupement se plaçassent au même point de vue.

M. Boutroux souhaite que l'appel à l'union soit considéré comme n'étant aucunement hostile à la Ligue pour la Patrie française:

Ligue et nous; je désire que l'entente se fasse.

Et l'éminent professeur dit, plus loin:

Dans notre appel, il est question de l'armée, et nous la mettons sur le même pied que la justice. Et ici, je veux insister encore sur mon dévouement, mon respect, ma confiance pour l'armée, pour l'armée actuelle, pour notre armée.

Je n'admets pas une seconde que l'armée soit en question en cette affaire et qu'elle soit attaquée. Non, on n'a pas le droit, pour quelques individus plus ou moins réellement compromis, d'engager la responsabilité de l'armée tout entière. C'est une généralisation insensée, c'est le symptôme le plus déplorable de l'état passionné de l'opinion.

Sur le fond même de l'affaire, sur la question personnelle, voici ce que je pense: Nous avons tous le droit d'avoir des sentiments, d'exprimer ces sentiments, de les manifester publiquement, c'est émettre sur les droits de la justice, c'est se substituer à elle.

Je n'admets pas que quelqu'un, de quelque côté qu'il soit, juge avant la justice; car personne n'a les pièces en main. Ce serait illégal et révolutionnaire.

D'autre part, la *Liberté* a questionné plusieurs autres signataires.

M. Gaston Paris, de l'Académie française, a répondu que « son opinion ressortait des termes mêmes de l'appel et qu'il n'avait rien à y ajouter ».

M. Paul Janet, de l'Institut, a signé cet appel « parce qu'il n'a pas trouvé un mot à y redire ».

M. Alfred Croizet, de l'Institut, a déclaré:

Il faut se soumettre absolument à l'arrêt de la Cour de cassation. C'est l'avis que, personnellement, je n'ai cessé de soutenir depuis longtemps.

Que vous dirai-je de plus?

Nous répudions toutes les attaques dont la Cour de cassation a été l'objet, de même que nous répudions toutes celles qui ont été adressées à l'armée.

LES AFFAIRES EN COURS

La Chambre criminelle a entendu hier la déposition, ou plutôt le commencement de la déposition du commandant Esterhazy.

M. Cabanes, avocat du commandant, s'était rendu le matin, à dix heures, à la maison des Frères de Saint-Jean-de-Dieu, rue Oudinot, où il avait eu, avec son client, une assez longue conversation.

M. Esterhazy et son défenseur sont sortis à onze heures pour aller déjeuner.

Il se sont ensuite rendus au Palais de Justice, où ils sont arrivés vers midi moins un quart.

C'est par la galerie Saint-Louis et non par la quai de l'Horloge que M. Esterhazy a pénétré dans la salle d'audience de la Chambre criminelle.

A midi, la séance de la Chambre criminelle a été ouverte et le commandant Esterhazy immédiatement introduit près des magistrats de la Cour suprême.

Sa déposition a dû être fort longue, car à six heures il était encore au Palais de Justice, dont on l'a fait sortir par une porte dérobée.

On assure que, si M. Esterhazy ne veut rien dire maintenant, il n'en sera pas de même par la suite. En effet, le commandant aurait déclaré qu'il voulait que sa déposition fût connue du public, afin qu'on sût bien le rôle exact qu'il a joué dans l'affaire Dreyfus.

L'avocat du commandant, M. Cabanes, déclarait hier ne pas savoir combien de jours dureront les explications de son client. Il a affirmé que M. Esterhazy sera entendu de nouveau aujourd'hui mardi.

A propos du commandant Esterhazy, mentionnons qu'en s'installant dans la maison de santé de la rue Oudinot il a remis la liste des visiteurs qu'il consent à recevoir.

Ce sont: Mmes Esterhazy, M. Sauvel, Cabanes et Tézénas, M. Laguerre, M. Marguerite Pays.

Nous avions annoncé que l'enquête de la Chambre criminelle était à la veille d'être close, ainsi que le jugement de l'affaire en règlement de juges.

La comparution du commandant Esterhazy a, naturellement, eu pour effet de retarder ces diverses solutions, mais on croit néanmoins que la clôture pourra être prononcée à la fin de janvier ou au commencement de février.

Il faudrait alors une quinzaine de jours, tant au rapporteur qu'au procureur général, pour que l'un pût arrêter ses conclusions et l'autre son réquisitoire.

De sorte que les débats publics commencent entre le 15 et le 20 février.

Mais ces calculs nous paraissent cependant optimistes, et nous persistons à croire que l'affaire ne pourra pas venir en audience publique avant les premiers jours du mois de mars.

Le bruit court que l'enquête poursuivie par M. Mazeau, premier président de la Cour de cassation, assisté de MM. les conseillers Voisin et Daresse, au sujet des allégations de M. Quesnay de Beaurepaire, pourrait donner lieu de nouveaux incidents.

On raconte, en effet, que les trois enquêteurs ne seraient plus d'accord, les deux conseillers étant d'avis que l'enquête ne doit pas être limitée et qu'elle doit porter sur tous les points signalés dans les dépositions reçues; le premier président Mazeau, au contraire, voulant empêcher l'enquête de s'éterniser, et désirant dès lors la maintenir dans les limites qui lui avaient été assignées.

Dans les milieux officiels, on assure n'avoir pas connaissance de ce conflit, et l'on croit que l'enquête sera close ce soir ou demain.

Les résultats, dans ce cas, en seraient rendus publics incessamment.

G. Davenay.

LA JOURNÉE

Mardi 24 janvier

Sport: Poulx à l'arme de combat de l'Ecole d'escrime à l'Épée de Paris (5 h., cité Pigalle).

Conseil des ministres, à l'Élysée.

Le Parlement: Au Sénat, la répression des fraudes dans la vente des marchandises (3 h.). — A la Chambre, suite de la discussion du budget des affaires étrangères (2 h.).

Tirage au sort: Jeunes gens du deuxième arrondissement, à la mairie (1 h.). — Dans la banlieue: Asnières, Versailles-Dud, Marly et Etampes.

Conférences: M. Gide, sous la présidence de M. Poicheux: « Conscience ou Coopération » (8 h., 1/2 soir, Musée social, rue Las Cases, 9). — M. René Doumic: « L'Éducation

française » (3 h., 1/2, rue Charras, 4). — Docteur Arnould: « Le Système nerveux » (4 h., Association des Dames françaises, 40, rue Gaillon). — M. Juglar, de l'Institut: « Le Besoin de croire », sous les auspices de la Ligue nationale contre l'athéisme (9 h., du soir, rue de Lille, 41).

Obsèques: Mme la générale Jamont (midi, Notre-Dame d'Auteuil).

La noisette de Boissy: Remise d'une dot de 4.500 francs à Mlle Marie Bertrand, blanchisseuse à Boissy-Saint-Léger, sous la présidence de M. Horteur, sous-préfet.

Un cinquantenaire à San-Francisco: Célébration du cinquantenaire de la découverte de l'or en Californie.

Le Monde et la Ville

SALONS

— M. et Mme Benjamin-Costa ont donné hier, en leur hôtel de la rue Pigalle, un déjeuner aux pressions; en l'honneur de la grande-duchesse de Mecklenbourg, dont on fête en ce moment la présence à Paris, et dont le charme et la causerie font l'admiration de tous.

Autour de la table, ornée de roses merveilleuses et d'œillet d'un ton qu'un grand peintre seul peut choisir, il y avait:

S. A. M. la duchesse de Mecklenbourg, Mlle de Flotow, sa demoiselle d'honneur; S. A. le landgrave de Hesse, M. Hanotaux, sir Edgar Vincent et lady Hélène Vincent, qui sont de passage à Paris; M. W. T. Darnat, M. Jean Alcar, dont on répète en ce moment l'*Otello* à la Comédie-Française; M. et Mme Marquetti, baronne de Flotow, comte de Flotow, aide de camp de S. A. le landgrave de Hesse, Mme Hignette, sœur de Mme Benjamin-Costa, et ses charmes.

Le café a été servi dans l'atelier du maître, au milieu des portraits qu'il achève en ce moment et qui nous promettent de nouveaux chefs-d'œuvre.

— Avant-hier, musique chez Mme veuve Alphonse de Neuville. Au programme: MM. Henri Sallier, Marcel et Félicien Chadeygue, Berthelier, Ph. Gaubert, de l'Opéra; M. le professeur Anthoine; le jeune compositeur Albert Drugbert; les poètes Armand Lafrique et Georges Docquois. Le grand succès de la soirée a été pour les deux dernières œuvres musicales de Mme Alphonse de Neuville, *Le Pâtre et Libellule*, jouées à merveille par le flûtiste Philippe Gaubert.

— Jeudi prochain, matinée musicale chez Mme Kirévsky pour l'audition des élèves de Mlle Kirévsky. On terminera par des poésies dites par Mlle Alizani et des scènes tirées de *Miquette*, de Gyp, jouées par la petite Yvonne et M. R. Vignat.

— Hier, à l'occasion de la fête des Rois, grande réception dans l'après-midi au palais royal de Madrid, à laquelle assistaient les membres du grand corps des autorités civiles et militaires et le grand monde madrilène. Cette réception a été suivie d'un dîner.

La Reine régente avait à ses côtés sa fille aînée, la princesse des Asturies, qui, ayant accompli le 11 septembre dernier sa dix-huitième année, faisait son entrée dans le monde.

— Le général Komaroff, directeur du journal russe *Svet*, et Mme Komaroff ont donné, avant-hier soir, à Saint-Petersbourg, dans leur magnifique hôtel de la perspective Nevsky, le premier grand raout de la saison. Excellent programme musical dont les interprètes étaient les artistes les plus renommés des théâtres impériaux. De longues ovations ont été faites à Mlle Gorlenko-Dolina, la cantatrice si acclamée à Paris.

Parmi les assistants, on remarquait un grand nombre de généraux, les membres du gouvernement, le général Kleguels, président de l'Institut, les membres de l'ambassade française, etc. Les derniers, très entourés, ont été l'objet de la sympathie générale.

— Le prince Antoine Radzivil et la princesse, née de Castellane, ont donné avant-hier un dîner dans leur palais de Paris-Platz, à Berlin, en l'honneur de l'empereur et de l'impératrice d'Allemagne.

La table, ornée d'une profusion de fleurs, était servie par deux jeunes gens, gendre et fille, de la comtesse Potocki. Le salon contigu, où se tenait l'orchestre, était décoré des douze merveilleux Gobelins donnés par l'impératrice Catherine II de Russie à la maison royale de Prusse.

Leurs Majestés Impériales, arrivées à sept heures et demie, ont été reçues par les maîtres de maison, avant après deux heures gendre et fille, de la comtesse Potocki. La dernière offrit à l'Impératrice un très beau bouquet de roses Niel et de violettes. L'empereur, portant l'uniforme de l'artillerie, donna le bras à la princesse Radzivil, l'Impératrice, en robe de soie rose et bleue, fut accompagnée par le prince Radzivil. On servit presque aussitôt le dîner.

L'Empereur avait à sa droite la princesse Radzivil et à sa gauche la comtesse de Wedel; l'Impératrice avait à sa droite le prince Radzivil et à sa gauche sir Frank Lascelles. Les autres convives étaient: le marquis de Noailles, ambassadeur de France; le comte de Wedel, M. de Bulow, lady Edward Cavendish, M. de Knesbeck, le comte et la comtesse Potocki, etc.

Après le dîner, on passa dans le salon pour y entendre de la musique. Le jeune pianiste Bazelaire, âgé de douze ans, a joué le *Cygne*, de Saint-Saëns; *Andent*, de Schumann, et *Aria*, de Bach, avec une virtuosité étonnante qui lui valut les éloges les plus flatteurs de la part des souverains.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— Le duc de Cambridge, venant de Douvres pour se rendre à Cannes, est arrivé hier soir à Paris. Son Altesse Royale, accompagnée de son fils l'amiral Fitz-George, est descendue à l'hôtel Bristol.

— Le comte de Munster, qui s'était rendu à Berlin pour assister au chapitre annuel de l'Église, est revenu hier à Paris, à quatre heures du soir, avec sa fille, la comtesse Marie de Munster.

Son Excellence reprend aujourd'hui sa haute mission diplomatique à l'hôtel de la rue de Lille et assistera, vendredi prochain, au grand banquet donné par la colonie allemande, à l'hôtel Continental, pour fêter l'anniversaire de la naissance de l'empereur Guillaume II.

— Mme Austin Lee, femme du sympathique diplomate anglais, et qui, pour son charme et son esprit, est si aimée du grand monde parisien, s'est convertie, il y a trois semaines, à la religion catholique.

Sa conversion a eu lieu au château de Josselin, dans le Morbihan, où Mme Austin Lee se trouvait chez le duc et la duchesse de Rohan qui lui ont servi de parrain et de marraine.

— Le commandant et Mme Napoléon Ney s'embarqueront demain à Marseille pour aller passer l'hiver à Alger.

MARIAGES

— Le vicomte Foy, un de nos meilleurs sportsmen, fils du comte et de la comtesse Foy née Gérard, est fiancé à Mlle Anita Porges, fille de M. Théodore Porges.

Le fiancé est, par sa mère, le petit-fils du baron Gérard, député du Calvados. La mère de la fiancée, on s'en souvient, fut une des victimes de la charité, lors de l'incendie du Bazar de la rue Jean-Goujon.

— On célébrera demain, au temple de la rue de la Victoire, le mariage de M. Gustave Goldschmidt avec Mlle Kann, fille de M. et de Mme Kann née Königswarter, qui recevront après la cérémonie religieuse dans leurs salons du boulevard Haussmann.

— M. l'abbé Chesnelong a béni, hier, à Saint-Augustin, le mariage de M. Georges Desprez avec Mlle Marie Davillier, fille de l'administrateur du chemin de fer de l'Est, et de Mlle Maurice Davillier née Réal. Les té-

moins étaient, pour le marié: M. Henri Desprez, son oncle, et M. Cosson; pour la mariée: les barons Prosper et Léon de Nervo, ses beaux-frères. Reconnu dans le cortège et dans la nombreuse assistance:

Baron de Barante, comte et comtesse de Montalivet, M. et Mme G. Levoivre-Pontalis, comte et comtesse Louis de Ségur, duchesse de Gramont, duc de Broglie, Mme Sallandrouze de Lamornaix, baron Davillier, baron de Nervo, M. et Mme de la Roche-Picot, M. et Mme de Billy, M. de Chassy, baron et baronne du Chabaud-Latour, M. et Mme Chautat, comte et comtesse de Montigny, M. et Mme de Lesseps, marquis et marquise de Châteaufort, M. et Mme Delamarre, Mlle Dollfus, M. et Mme Béchot, baron et baronne Hottinguer, M. et Mme Albert Mallet, M. et Mme Fournier-Sarville, baron Mallet, baron et baronne Girod de l'Ain, M. et Mme Granddier, comte F. de Kergorlay, M. et Mme de La Fayette, baron et baronne de Meaux, M. et Mme Paul Le Roux, Mme de Montbrison, comtesse et vicomtesse de Maupré, comte et comtesse de Mont-Serrat, marquis et marquise de La Paille, baron Edouard de Barante, M. et Mme Sommier, M. Pastre, M. de Perron, comte Foy, baron et baronne Rabouan, M. Paul Cosson, M. et Mme de Richthausen, M. Lefèvre-Pontalis, marquis et marquise La Grange, M. et Mme de Villeneuve, comte de Jarnac, etc.

La quête a été faite par Mlle Desprez et Burton, accompagnées de MM. Henri Davillier et Georges Bocquet.

— M. l'abbé Reignat, curé de Maisons-Laffitte, a béni, hier, en son église paroissiale, le mariage de Mlle Henriette Giffard, fille de l'ancien collaborateur Pierre Giffard, directeur-rédacteur en chef du *Vélo*, avec M. Gabriel Amand, secrétaire de Georges Dufaÿ. Les témoins de la mariée étaient: M. J. Berlier, l'ingénieur bien connu, et le docteur Charles Talamon, médecin des hôpitaux. Les témoins de son oncle, l'architecte-écrivain Frantz Jourdain, et son frère, M. Lucien Amand.

Les invités, très nombreux, sont venus de Paris par un train spécial et ont trouvé à la gare de Maisons-Laffitte des landaus attendus en poste qui les ont conduits à l'église. Beaucoup étaient venus en automobile.

Après le mariage, on a eu la belle voix de Mme Carrière, de l'Opéra. La quête a été faite par Mlle Micheline Giffard, Marcelle Jourdain, Rita Jamet, André Jourdain, Gilberte Goutorbe et Schnerb, accompagnées de MM. Lucien Amand, Quesnel, H. Amand, Robert Delevoe, André Fath et Francis Jourdain.

— Au retour de l'église, M. et Mme Pierre Giffard ont donné une réception et un lunch à « la Grotte », leur villa, dans le parc de Maisons-Laffitte. Reconnu parmi les invités:

M. et Mme Georges Charpentier; M. et Mme Debie, Mme Bulot, baron Roginat, comte de La Valette, M. G. Duval, M. R. de Knyff, M. et Mme Serpillet, M. et Mme de Lamoignon, M. et Mme François Jourdain, Alfred Bruneau, Lehuillier, Archédaque, Ballif, Garmad, A. Michel, Debryère, Harduin, Alfred Poirat, Maxime Serpillet, M. et Mme de la Roche-Picot, M. et Mme Xanrof, née Carrière; M. Jeantaud, Quesnay, L. Tignol, Philippe Dubois, Vallin, d'Arcis, Bongin, Rudeaux, Sire, Schrad, Jules Baudouin, M. et Mme de Lamoignon, M. et Mme Foulon, etc.

La récitation du *Vélo* se trouvait là tout entière.

— Le prince Wiazemski, directeur des douanes russes à Cronstadt, est fiancé à Mme Olga de Marcoff, née princesse Viazemsky.

DEUIL

— Demain matin, à dix heures, on célébrera, à Saint-Augustin, les obsèques du comte de Bessanval, qui sera inhumé au Père-Lachaise.

— Nous apprenons la mort: — De la marquise de Montagu de Chailly, décédée en son château de Mardor (Saône-et-Loire), à l'âge de 70 ans. Elle était la fille du vicomte de Maistre, officier de la garde royale sous le roi Charles X, et de la vicomtesse de Maistre, née de Saint-Belin. — De Mlle Jeanne Marie Belot, décédée à l'âge de 25 ans, chez sa mère, veuve du romancier et écrivain au général Chanu. Les obsèques seront célébrées aujourd'hui, à midi, à la Madeleine; — De M. Jules Pagezy, un des principaux banquiers de Montpellier, décédé en cette ville, à l'âge de 53 ans. Le défunt était le neveu de M. Pagezy, député, et comte de Montpellier, sous l'Empire; — De M. de Sautour, ancien directeur de la Banque de France, décédé à l'âge de 58 ans. Par sa mère, il était allié à la famille de Clinchamp; — Du comte Maximilien Leiningen-Neudorff, décédé à Baden-Baden; — De M. Paul Yvéméy, conseiller intime, professeur à l'Institut des mines et directeur de la Société minière impériale, décédé à Saint-Petersbourg; — De M. Sydney Butterfield Arnold, associé de la maison Ashber et Arnold, ancien vice-président et président de la Chambre de commerce à Paris, décédé à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de 51 ans. Le défunt, compagnon de l'ordre du Bain, resta à Paris en 1870 et pendant le siège, et lors de l'armistice, il fut chargé de la distribution des vivres offerts aux Parisiens assiégés par la Cité de Londres. Ses obsèques seront célébrées demain, à deux heures et demie, au temple de la rue d'Aguesseau; — De M. Castel, maire d'Emmerin, près Lille, et l'un des hommes les plus importants du parti libéral conservateur du Nord, décédé à l'âge de 63 ans.

Ferrari.

A l'Étranger

NOUVELLES

ANGLETERRE

UN DISCOURS DU DUC DE DEVONSHIRE

Birmingham, 23 janvier. — Au banquet annuel de la Chambre de commerce, le duc de Devonshire a prononcé, ce soir, un discours dans lequel il se félicite vivement de l'intimité survenue dans les relations de l'Angleterre et de l'Amérique qu'unissent les liens du sang et l'intérêt commun.

Au sujet de nos voisins du continent, dit-il, je crois que la conscience de certains intérêts communs dans les différentes parties du monde, en même temps que la récente affirmation de nos droits et de notre intention de les maintenir, ainsi qu'une certaine démonstration de notre puissance, ont amené une plus grande intimité dans nos relations avec l'Allemagne, l'Italie, et même la Russie.

Quant à la France, si on peut dire que nos relations avec elle ont été tendues sans nécessité et sans raison, mon opinion est que l'incident à présent réglé heureusement a servi à éclaircir l'atmosphère et à nous mener à des négociations, sur les autres points en litige, dont on peut espérer un règlement définitif et satisfaisant.

Le duc vise l'existence du jingoïsme dans le gouvernement et dans la nation. Il dit qu'à Fachoda, lord Salisbury a simplement refusé de reconnaître que la présence d'une petite troupe française dans le Soudan pouvait donner lieu à des négociations ou à un compromis (Très bien), et il a attendu patiemment, sans la moindre mauvaise humeur, que le gouvernement français le reconnût également.

Si le mot de guerre a été prononcé, et si des préparatifs militaires ont été faits, c'était seulement pour se préparer dans le cas où les nations chercheraient querelle. Il n'y a pas un mot de menace dans les documents officiels. L'impérialisme, qu'on nous a reproché, n'est que l'expansion naturelle d'un pays commerçant et industriel.

BELGIQUE

UNE CRISE MINISTÉRIELLE ÉVENTUELLE

Bruxelles, 23 janvier. — Le cabinet fait en ce moment de grands efforts pour conjurer le danger. C'est d'une nouvelle réforme électorale qu'il attend le salut. Malheureusement, cette vieille question, toujours renaisante, divise profondément la majorité. Le scrutin uninominal, tel qu'il fonctionne dans votre pays, compte un groupe de partisans assez nombreux parmi les députés. M. le sénateur et ancien ministre de la justice dans deux ministères libéraux, il paraît même

avéré que M. Bara aurait conquis à cette cause la plus haute autorité du pays, le roi Léopold II.

D'autre part, la représentation proportionnelle a de fervents adeptes et semblait avoir gagné du terrain dans ces derniers temps, grâce aux efforts de quelques hommes politiques de tous les partis, et surtout de M. Beernaert, ancien chef de cabinet, tombé naguère sur cette question et occupant actuellement le fauteuil présidentiel à la Chambre.

On conçoit dès lors l'embarras du gouvernement.

A la suite de plusieurs Conseils des ministres, deux courants d'idées se sont produits, laissant pressentir une crise prochaine. Toutes les combinaisons imaginées en vue de concilier les opinions en présence sont demeurées infructueuses. M. de Smet de Nayer, ministre des finances, chef du cabinet, et M. Nyssens, ministre de l'industrie et du travail, ayant dès le début manifesté l'intention d'abandonner leurs portefeuilles si le scrutin uninominal l'emportait dans les Conseils de la Couronne.

Depuis deux jours, les événements se sont précipités, à telles enseignes que nous nous trouvons aujourd'hui en pleine crise ministérielle. C'est évidemment le régime basé sur le vote uninominal qui triomphe.

offerte par l'Angleterre elle-même de li-
quider la question d'Egypte. Elle a cher-
ché la solution du problème, non pas à
Londres, mais sur le Nil. Et en cherchant
ainsi une revanche très aléatoire, non
seulement elle a fait fausse route; mais
elle a suivi, sans plan arrêté, une politi-
que de hasard qui ne pouvait être qu'une
politique d'isolement.

La conclusion de M. d'Estournelles a
reçu l'approbation unanime de la Cham-
bre :

M. d'Estournelles. — Qu'on en finisse
donc, non par un arrangement partiel, mis-
sion géographique, mais par un arrange-
ment durable et honorable pour les deux
pays. (Applaudissements à gauche.) Je ne de-
mande pas à notre diplomatie de remporter
de ces grandes victoires dont les lende-
mains sont souvent pénibles, je lui demande
instamment d'arriver à un arrangement qui
soit honorable pour les deux pays.

M. de Mahy. — Il faudrait dire comment
vous l'entendez.

M. d'Estournelles. — Mais qu'on se hâte ;
autrement, l'affaire de Fachoda n'aura été
qu'un commencement, et les conflits se mul-
tiplieront.

M. Pourquoy de Boisserin. — On dirait
que vous avez peur.

M. d'Estournelles. — Je n'ai pas peur, je
vous l'affirme, et tout mon passé diplomatique
le prouve. Mais l'absence d'arrangement, c'est
l'absence de sécurité dans les relations
des deux pays, c'est l'écroulement des tran-
sactions de part et d'autre, c'est l'obligation
pour les deux pays d'être constamment sur
le qui-vive.

En serons-nous réduits, à la fin du dix-
neuvième siècle, à cette extrémité de voir les
deux grandes nations libérales (Applaudisse-
ments) qui devraient rechercher ensemble à la
tête du progrès, à l'ère d'aujourd'hui, à l'ère
du monde, à l'ère de la fraternité ?

Non, nous n'assisterons pas à ce spectacle,
grâce à l'accord que j'appelle de tous mes
vœux, et qui sera un avantage, non seule-
ment pour les deux pays, mais pour l'Europe
tout entière. (Très bien ! très bien !) Seuls,
des esprits aveuglés s'y tromperaient. Oui,
toutes les nations de l'Europe, à l'heure des
complications économiques et sociales, en
face des progrès de leurs rivaux d'outre-mer,
si éloignés jadis, si rapprochés aujourd'hui,
ont autant et peut-être plus que nous intérêt
au maintien de la paix ! (Vifs applaudisse-
ments sur un grand nombre de bancs.)

Ce bref et énergique discours avait
mis la Chambre en goût. M. Denys
Cochin, qui a succédé à M. d'Estournelles,
a rencontré la même faveur. M. Denys
Cochin parle. M. Denys Cochins cause, et
sa causerie, toute familière, n'en a pas
moins d'autorité.

Après avoir rappelé tous les accords
qu'a subis, dans ces derniers temps, le
vieux principe de l'intégrité de l'empire
ottoman, et raillé agréablement ce dogme
défranchi, il a insisté sur la transforma-
tion du monde moderne par le progrès
des sciences. Il y a là un mouvement uni-
versal auquel la France ne pouvait se
soustraire. Elle a bien fait de se jeter,
comme les autres, dans la politique colo-
niale :

Discours de M. Denys Cochin

M. Denys Cochin. — La conséquence de
parallèles découvertes, c'est l'expansion des
nations d'Europe, par suite de la surproduc-
tion, et le besoin de civilisation qui les
pousse à entraîner dans leur orbite des mil-
lions de nègres et d'Asiatiques. Il y a là un
mouvement irrésistible qui transformera l'é-
tat politique et économique du monde. (Très
bien ! très bien !)

Certains ont cru que nous pouvions nous
soustraire. Je crois, au contraire, que nous
avons bien fait de le suivre. (Très bien ! très
bien !) On dit que la France ne pouvait pas
faire deux choses à la fois, qu'elle devait :
ou bien se recueillir, avoir ses regards tou-
jours fixés sur la frontière des Vosges et
chercher à reprendre sa situation dominante
en Europe, ou bien renoncer à cette situation,
et alors participer au mouvement général
d'expansion à travers le monde.

La France a voulu faire les deux choses.
Je crois qu'elle a bien fait, et on fait toujours
bien quand on ne peut pas faire autrement.
(On rit.)

Abandonner l'espoir de la revanche, elle ne
le pouvait pas ; mais, d'un autre côté, nos
gouvernants, représentants de la nation, à la
tête de laquelle nous nous sommes découverts
ne pouvaient pas empêcher de porter sa civilisa-
tion dans les pays nouveaux.

Et c'est alors que, comme ces gens qui s'en-
dettent pour acquiescer un chef-d'œuvre afin
de ne pas perdre une occasion qui ne se re-
trouvera plus, nous avons participé à cette
conquête. Il y a une délicate dont je ne suis
rien sûr, mais qui durera peut-être encore vingt ans. Si
nous avions manqué cette occasion, nos descen-
dants nous auraient certainement reproché
de n'avoir pas planté notre jalon en temps
 voulu et d'avoir fait des économies mal
entendues. (Applaudissements.)

Seuls, quelques adversaires systéma-
tiques de notre expansion coloniale ont
protesté ; mais l'adhésion retentissante de
la Chambre a couvert leur voix. L'ora-
teur n'a pas reculé devant l'affaire de
Fachoda, et il a félicité le gouvernement de
ne point s'être obstiné. Il ne croit pas
que l'habileté consiste à se briser la tête
contre un mur : « Ce que nous avons fait
en allant dans cette région et en la quit-
tant ensuite, qui donc pourrait s'en éton-
ner en Europe ? Souvent l'Angleterre a
agi de même ! »

Ce qui résulte de tous les discours pro-
noncés par les hommes d'Etat anglais,
de toutes les dépêches, de tous les docu-
ments, c'est que l'Angleterre ne veut pas
être gênée dans son commerce. Sur ce
point, elle n'entend pas raison ; mais
est-il donc si difficile de lui accorder les
satisfactions qu'elle réclame ?

M. Denys Cochin. — La France a jugé à
propos de changer à Madagascar son protec-
torat en une conquête complète. Aucune pro-
testation n'est venue de la part de l'Angle-
terre. Aujourd'hui elle se plaint des tarifs
nouveaux qu'elle entrave le commerce anglais.

Une seule maison anglaise, celle de MM.
Procter and Sons, s'est plainte de ne plus
pouvoir vendre à un prix avantageux son ca-
licot à Madagascar, à cause des mesures prises.

Vous voyez la philosophie qui se dégage
de ces constatations. La France se livre à cette
conquête de Madagascar, et elle est mal
venue à se plaindre de cette conquête, car
la transformation du protectorat en conquête
s'impose dans un pays où il n'y a aucun gou-
vernement à protéger.

Pour établir un protectorat, il faut au
moins un semblant de gouvernement, ce qui
n'existait pas à Madagascar. Nous avons
déposé la Reine, fusillé des ministres, tout
cela est fort bien. (On rit.)

Mais le jour où MM. Procter and Sons ne
vendront plus leur calicot, l'Angleterre nous
cherchera noise. (Applaudissements et rires.)

Je vois là un exemple dont nous devrions
nous inspirer. (Très bien ! très bien !) J'y vois
la marque de l'intérêt que porte le gouverne-
ment de la Reine, qui porte le chef de ce
gouvernement, le marquis de Salisbury, au
calicot de MM. Procter and Sons, et c'est l'ex-
plication de la grandeur de l'Angleterre.
(Applaudissements.)

M. Denys Cochin a fini son discours
par une invocation à la paix, une invocation
assez fière, qui a réjoui le cœur de
tous ses collègues : « Il ne faut pas que,
sous prétexte de coups d'épée, on con-

tinue à froisser des susceptibilités qui
existent chez nous comme ailleurs. Mais
la brouille serait si absurde que je ne
puis ni ne veux la supposer. »

Ce n'était pas chose facile que de se
faire applaudir après MM. d'Estournelles
et Denys Cochin. M. Raiberti, député de
Nice, y a pourtant réussi en traduisant à
la tribune ce qu'il a appelé « le vœu na-
tional ».

Pacifique, il l'a été, lui aussi, et qui
donc aurait osé ne pas l'être ? mais il a
proclamé que la France voulait la paix
autant pour les autres que pour elle-
même. Elle a des droits qu'elle n'entend
pas aliéner, qu'elle saura défendre ; mais
elle a, en même temps, des intérêts qui
excluent de sa part toute idée d'entente
et d'intransigence. Lorsqu'il se
produit des litiges où ces intérêts sont
engagés, « elle doit provoquer spontané-
ment la plus large et la plus loyale des
conversations ».

Il est clair que, dans la pensée de M.
Raiberti, il ne s'agit pas d'une conversa-
tion à main armée.

Cependant, l'orateur ne cherche pas à
dissimuler la blessure d'amour-propre à
laquelle nous avons dû nous résigner sans
la rendre :

M. Raiberti. — Rien ne sert de récrimi-
ner contre le fait accompli ; mais rien n'empêche
de rechercher les causes. Elles sautent aux
yeux : le but mal déterminé et la lenteur
d'une politique trop expectante. Les intérêts
de la France ne heurtent ceux de personne ;
sa politique doit être faite, comme le caractère
français, de franchise, de clarté, de sym-
pathie envers tous et de dignité. Nos divisions
intérieures ne sont point une cause de fai-
blesse pour notre action extérieure, elles n'ont
pu entraver le faisceau de nos énergies natio-
nales.

M. d'Estournelles avait été applaudi,
M. Denys Cochin avait été applaudi, M.
Raiberti a été applaudi. On lui a su gré
de sa parole, toujours élégante, et de son
tact toujours sûr.

Mais l'attention de la Chambre a re-
doublé lorsqu'on a vu M. Ribot monter
à la tribune et aborder hardiment :
« c'est-à-dire habilement — la question
palpitante, la querelle anglo-française. Il
a déclaré immédiatement que la France
n'avait rien à cacher, que son intérêt lui
commandait de mettre sa politique au
grand jour, « de l'exposer avec une sincé-
rité absolue, et aussi avec la fierté qui
convient à un grand pays ! ».

Cela dit, il l'a exposée, et il l'a dé-
fendue :

Discours de M. Ribot

M. Ribot. — Je pourrais me faire après
les discours que vous venez d'entendre, ou la
politique de la France a été éloquentement
exposée, mais je considère qu'en dehors des
considérations générales, il peut-être le de-
voir d'entrer dans le débat présent, parce
qu'à une certaine époque j'ai eu ma part de
responsabilité dans les événements de la po-
litique extérieure. J'ai toujours considéré que
deux grands pays, unis par tant de souvenirs
et d'intérêts, doivent être d'accord pour le
bien du monde entier. Je l'ai pensé avec les
plus grands esprits politiques de ce siècle,
d'un côté ou de l'autre du détroit.

De ce côté, Thiers, Gambetta, qui pensaient
défendre les intérêts français en disant qu'il
ne fallait pas rompre l'accord entre la France
et l'Angleterre ; de l'autre, Gladstone, le
grand libéral, et, j'en suis sûr, l'homme qui
dirige en ce moment les destinées de l'Angle-
terre, ont eu la même pensée.

Je ne crois pas qu'aucun homme responsa-
ble puisse souhaiter une guerre entre l'Angle-
terre et la France. Pour être cet homme-là,
il faudrait être, suivant le mot de J. B. de
Villiers, non seulement l'ennemi de la France,
mais l'ennemi du monde entier. (Très bien !
très bien ! — Interruptions.)

M. Millevoye. — Cet homme existe en
Angleterre, et il s'appelle Chamberlain.

M. Ribot. — L'Angleterre est un pays
d'opinion, et il ne dépend de personne de l'en-
nemi de la France. Dans une guerre, contre nous, ou
l'invasion y est pacifique dans sa masse comme
chez nous. Mais il faut parler à cette opinion,
il faut l'éclairer, lui dire la vérité, et il ne se-
rait pas bon de laisser continuer, sans y ré-
pondre, cette campagne poursuivie depuis
quelques temps contre nous.

Où nous sommes sortis d'une période dan-
gereuse. Il y a une détente dont je me félicite.
Mais tout n'est pas fini, nous ne serons
vraiment sortis du délire dangereux que le
jour où cessera une appréciation de notre po-
litique, qui n'est ni juste ni équitable ni
vraie. On accuse notre politique d'être étroite,
transcendante, mesquine ; d'être, on l'a dit,
une politique de coups de poing. Ce n'est pas
la politique de la France. Elle a pu com-
mettre des erreurs, mais il n'est pas vrai de
dire qu'elle ait été transcendantale, pas plus
de dire, comme on l'a fait, qu'elle ait été une
politique de violation d'engagements solen-
nels. On n'a pas le droit de parler ainsi de la
France. (Applaudissements.)

Nous sommes une nation attachée à la paix,
je n'ai pas besoin de le dire après la preuve
que nous en avons donnée il y a quelques
semaines, et qu'on ne nous a pas rendue peut-
être aussi facile qu'il eût été convenable de le
faire. (Très bien ! très bien !) et pourtant la
politique continue. Les mêmes discours
sont prononcés auxquels il faut répondre à
cette tribune.

L'orateur a examiné ensuite les deux
principaux griefs que l'Angleterre articule
contre nous : les pêcheries de Terre-
Neuve et les tarifs de Madagascar. Sur
Terre-Neuve, il a trouvé un mot singu-
lièrement heureux : « L'Angleterre raille la
caducité de ces vieux traités d'Ulrecht qui
elle oublie que c'est ce même traité
d'Ulrecht qui lui a donné Gibraltar ! »

Et puis, quoi ! va-t-on partir en guerre
pour le homard et la morue ? Notre droit
est entier. Est-ce à dire qu'on ne puisse
arriver à un arrangement amiable, fondé
sur des concessions réciproques ? Ce se-
rait déjà fait si la nouvelle diplomatie
anglaise, qui n'est pas la bonne, ne re-
nonçait trop aisément aux traditions de
cortoisie qui ont fait la réputation de
l'ancienne. Il y a trop de gros mots dans
ses dépêches.

Quant à Madagascar, eh bien ! n'avi-
ons-nous pas toute liberté pour substituer
au protectorat l'annexion pure et
simple ?

M. Ribot reconnaît qu'au début ce
n'était pas son avis, ni celui de M. Hano-
taux ; mais les événements ont marché,
le protectorat est devenu impossible, et
la Chambre elle-même a sanctionné, ac-
clamé l'annexion. Disons la vérité : entre
l'Angleterre et la France, il y a une autre
pomme de discorde ; derrière Terre-
Neuve et Madagascar, il y a l'Egypte.

Ici, toutes les oreilles se sont tendues :

M. Ribot. — Je reconnais qu'il y a au fond
une autre question, celle de l'Egypte, qui a
pesé et pèse encore sur les relations des deux
pays. Je n'ai aucune raison pour ne pas en
parler ici. (Très bien ! très bien !)

Je ne méconnais pas que les champs de
bataille soient des étapes dans l'histoire des

peuples, et je ne nie pas la situation de fait
qu'occupe actuellement l'Angleterre en Egypte.
Mais il y a deux choses que nous ne pouvons
pas accepter : c'est d'abord qu'on dise que
depuis la convention de 1882, nous n'avons
eu de cesse que de coopérer avec l'Angleterre
en Egypte, nous avons adopté à l'égard de nos
voisins une politique de tracasseries indigne
d'un grand pays ; c'est ensuite que l'Angle-
terre pourrait établir en droit la situation
qu'elle a prise en Egypte sans l'accord et
l'assentiment de l'Europe. (Applaudisse-
ments.)

Notre politique, dit-on, aurait été étroite et
contraire aux intérêts de l'Egypte. Pourquoi ?
Parce que nous aurions refusé à l'Angleterre
le droit de la caisse où sont les réserves des
finances égyptiennes.

Vous vous rappelez ce qui s'est passé en
1881. La dette égyptienne avait été convertie ;
le ministre des affaires étrangères d'alors
a pensé que nous ne pouvions pas rendre
l'Egypte responsable de dissensions entre la
France et l'Angleterre ; nous avons dit :
On fera immédiatement la conversion, mais
nous ne pouvons pas admettre que le renforce-
ment des Anglais en Egypte, le renforce-
ment des Anglais en Egypte, mais bien
bien à préparer l'exécution des promesses
d'évacuation faites par l'Angleterre.

Nous avons déclaré, dans une note aux
puissances, que nous demandions que l'em-
ploi de ces économies fût réservé à une en-
tente entre les puissances qui ont signé la
convention de Londres.

L'Angleterre a hésité, mais lord Salisbury
a fait savoir qu'il acceptait, renouvelant par
là l'engagement d'accepter une conversation
générale des puissances européennes sur l'en-
semble de la question d'Egypte. Nous n'au-
rions pas apporté dans cette conversation un
esprit étroit, nous aurions cherché à la bon-
ne foi cette discussion. Pourquoi, toutes
les fois que nous avons voulu parler, avons-
nous trouvé de la part de l'Angleterre une
prudence diplomatique qui se dérobait ?

J'étais surpris tout à l'heure d'entendre
mon ami M. d'Estournelles dire que la politi-
que française avait manqué l'occasion de
s'expliquer à fond avec l'Angleterre sur la
question d'Egypte.

M. d'Estournelles. — J'ai dit depuis 1884.
M. Ribot. — Je ne puis pas parler de la
convention de 1887, et expliquer par quel
mot le cabinet présidé par M. Rouvier a cru
devoir la faire écarter. Mais ce que je vous
dis, et ce que sait tout le monde, c'est que
dans ces affaires, c'est que, depuis 1889 et
dans les années qui ont suivi, nous n'avons
pas eu d'autre pensée que d'aborder franchement
avec l'Angleterre, cette question d'E-
gypte.

Un jour, M. d'Estournelles, chargé d'affaires
à Londres, m'écrivait que si je déclarais à
cette tribune que nous étions partisans de la
neutralisation de l'Egypte, lord Salisbury ré-
pondrait à cette avance. J'y croyais peu ;
néanmoins je fis cette déclaration, et vous sa-
vez la réponse qui est venue.

La vérité, c'est que jamais l'Angleterre n'a
voulu parler de cette question d'Egypte. (Ap-
plaudissements.)

En somme, M. Ribot reste ferme sur
une idée qui est une arme, — non pas pré-
cisément une arme offensive, mais un
instrument de défense, un bouclier. Il se
retranche derrière l'Europe ; mais il veut
aussi qu'on tienne compte, dans le règle-
ment final, de la situation internationale
et de la place que les derniers événe-
ments nous l'ont faite. Il faut qu'on sa-
che que « si nous sommes pacifiques, ce
n'est pas par nécessité, c'est parce que
nous le voulons ! »

M. Ribot. — L'Europe se transforme d'an-
née en année, et la situation de la France
n'est plus la même qu'il y a sept à huit ans.
Nous étions alors en présence de la Triple
Alliance dans toute sa force, triple alliance
qui se déclarait pacifique, mais qui rendait
toute velléité de maîtrise de la paix.

Nous étions alors dans une situation diffi-
cile, et nous l'avons traversée.

Il s'est passé depuis lors des faits qui ont
changé l'équilibre de l'Europe. En 1891, nous
avons signé nos conventions avec la Russie,
conventions qui nous ont assuré l'appui de la
Russie en Europe, et des 1893 il en est ré-
sulté que l'équilibre européen reposait sur
deux bases : il en résulte aujourd'hui que
si nous sommes pacifiques, ce n'est pas par
nécessité, c'est parce que nous le voulons.
(Applaudissements répétés sur un très grand
nombre de bancs.)

Le traité signé avec la Russie n'a été une
menace ni contre l'Angleterre ni pour per-
sonne, c'est la preuve. Les puissances qui
ont fait le traité de Commerce et de Consulars
étaient, elle a pour effet de tendre la si-
tuation générale, et, sans détailler le change-
ment qui s'accomplit tous les jours, il suffit
de regarder ce qui se passe pour la Triple
Alliance, ce que sont devenues nos relations
avec l'Italie, que je me réjouis sincèrement
de voir se dénouer un conflit déplorable et
inégal entre notre exploration et ces forces
anglo-egyptiennes, car, si l'a fallu de longs
mois au commandant Marchand pour amener
cent cinquante hommes à Fachoda, il ne
fallait que dix jours pour y faire parvenir du
Caire des milliers d'hommes.

Je révis les Anglais que l'œuvre civilisa-
trice nous a fait connaître au Nord, nous la
poursuivons aussi au Sud, et que, si une
rencontre se produisait, j'espère que nos
nationalistes ne se considéreraient pas comme
des ennemis, mais comme des champions de
la même idée civilisatrice, n'ayant aucune
qualité pour régler eux-mêmes les questions
soulevées par leur rencontre et les assu-
rer à leurs gouvernements respectifs. (Très
bien ! très bien !)

Mon espérance ne fut pas trompée. Le
49 septembre, le général Kitchener trouva à
Fachoda le capitaine Marchand, qui y était
arrivé le 10 juin avec 8 officiers et 120 soldats.
Leur conduite fut digne de tous les éloges.
L'expédition anglaise de terre, qui n'est
qu'une expédition de terre, n'est qu'une
politique de paix et de modération dans le
monde, car l'Europe est bien petite pour
devenir l'unique champ clos des compétitions
des nations.

M. Cochin vous le disait, l'Asie, l'Afrique,
sont de nouveaux champs de bataille, et nous
avons rejoint déjà les Etats-Unis.

La France ne peut s'en désintéresser, elle
veut y tenir sa place, elle la tient, c'est celle
d'une nation pacifique et modérée. Nous avons
fait l'effort colonial nécessaire, nous pouvons,
à l'heure qu'il est, travailler à mettre en œuvre
nos idées de paix, que nous avons conquises.
(Très bien ! très bien !)

Nous n'avons qu'un rôle à remplir dans ce
conflit pacifique. Ce rôle, il est conforme aux
traditions, au passé de ce pays ; mais pour
cela il nous faut être forts et rester forts.
(Applaudissements.) Nous n'aurions pu faire
l'expédition russe si nous n'avions pas recon-
struit nos défenses, si nous n'avions pas pu
résister à nos tristes querelles. (Vifs applaudisse-
ments.) Ce n'est qu'ainsi que nous pour-
rions maintenir la paix avec dignité et effica-
cité.

Entends, moi aussi, les bruits qui vien-
nent du dehors, et j'en suis profondément
ému et attristé. Etranger comme je le suis
aux luttes violentes des partis, je demande
à nos collègues de songer un peu moins à
tout ce qui nous divise, à tout ce qui nous
déchire, à tout ce qui pousse les Français les
uns contre les autres, et à porter un peu
plus à la France l'applaudissement répété
sur un très grand nombre de bancs.

L'orateur, en retournant à son banc, reçoit
de nombreuses félicitations.)

Ai-je besoin de dire que ce langage a
produit son effet et que, d'un bout de la
Chambre à l'autre, sans distinction de
parti ni de groupe, on a en témoignage à
l'orateur une sorte de reconnaissance admi-
ration ? Chacun d'eux a dit content, cela
fait dit M. Ribot. Il a dit avec une éner-
gique simplicité, en face de la tribune
diplomatique, qui avait bien l'air de ne pas
perdre un mot.

Il ne restait plus à entendre que le mi-
nistre lui-même, M. Delcassé, à qui est
échu le douloureux honneur de nous
tirer, au moins de cette, d'un mauvais pas.
Il a eu moins de peine à se tirer lui-même
d'une discussion où sa responsabilité
personnelle n'était pas engagée. Il s'est
expliqué loyalement, éloquentement, sans

rien sacrifier, sans désavouer personne.
Il a montré là, une fois de plus, ce que
peut la sincérité au service de l'élo-
quence, ou, si vous le préférez, l'élo-
quence au service de la sincérité. La
Chambre a compris ce qu'il avait fait
de caractère et d'intelligence à ce jeune
ministre pour en finir, sans défaillance,
avec cette terrible épreuve de Fachoda.
C'est, à mon sens, une très noble page
dans sa vie.

Il redoutait sans doute un peu d'y ve-
nir — les braves n'ont peur qu'après —
car il a commencé par s'expliquer sur ce
qu'il a appelé lui-même nos chances heu-
reuses, notre arbitrage, si honorable,
entre les Etats-Unis et l'Espagne ; la pa-
santie cordialité de nos rapports avec la
Russie, notre empressement à soutenir
cette puissance, « amie et alliée », dans sa
généreuse initiative pour un congrès de
désarmement ; le maintien et l'affermisse-
ment, reconnus par le Pape lui-même, de notre protectorat sur les
chrétiens d'Orient ; l'émancipation défi-
nitive de la Crète...

Enfin, il a pris le taureau par les cor-
nes ; je veux dire qu'il a attaqué de front
cette mauvaise affaire de Fachoda et, ici,
je lui laisse complètement la parole. Un
tel discours ne s'analyse pas, par la bonne
raison que ce n'est pas seulement un dis-
cours, mais un acte.

Discours de M. Delcassé

M. le ministre des affaires étrangères. —
Je pensais, avant d'arriver aux pages tristes,
que la Chambre me saurait gré de lui dire
ce que nous avions eu aussi des pages heu-
reuses. (Très bien ! très bien ! sur un grand
nombre de bancs.)

En ce qui concerne les événements du Haut-
Nil, je voudrais d'abord rappeler les paroles
que je prononçais, il y a un an, à cette même
tribune, lors de la discussion du budget de la
marine. Je parlais alors comme député, mais
les convictions très fortes qui m'ont été
modifiées par mon arrivée aux affaires étran-
gères.

Je disais qu'il y avait des points nom-
breux, importants, où des différends de-
vaient fatalement surgir entre deux Etats
comme la France et l'Angleterre, et que, dans
ces points, nous devions nous entendre, et que
je n'en voyais aucun qui ne pût donner lieu
à une solution transactionnelle en faveur
des deux pays, et que cette solution serait
d'autant plus facile que, de part et d'autre,
on serait convaincu qu'il y avait un intérêt
supérieur commun à la recherche. (Très
bien ! très bien !)

C'est dans cet esprit que je n'ai pas cessé
d'examiner et de conduire l'affaire de Fa-
choda.

On a beaucoup écrit sur cette affaire. Dès
le premier moment, on a prêté au gouverne-
ment bien des mesures et des intentions
contradictoires, et on a voulu interpréter son
silence pendant un an, sans réfléchir qu'il ne
pouvait pas convenir au ministre des affaires
étrangères d'un grand pays de négocier ainsi
au jour le jour par la voie de la presse. (Ap-
plaudissements.)

Dès la première heure, on nous a intimé
des attitudes qu'on pouvait juger fières et qui
n'étaient que des apparences, sans se douter
de la situation les comportait. On voyait
seulement que le capitaine, aujourd'hui com-
mandant, Marchand, était arrivé au Nil, on
acclamait le but atteint, sans voir qu'on ne
l'avait atteint qu'en s'affaiblissant.

Puis, devant la réalité qui se dégageait peu
à peu, devant les proportions exagérées des
événements, on a vu les esprits se calmer, et
la situation les comportait. On voyait
seulement que le capitaine, aujourd'hui com-
mandant, Marchand, était arrivé au Nil, on
acclamait le but atteint, sans voir qu'on ne
l'avait atteint qu'en s'affaiblissant.

Je révis les Anglais que l'œuvre civilisa-
trice nous a fait connaître au Nord, nous la
poursuivons aussi au Sud, et que, si une
rencontre se produisait, j'espère que nos
nationalistes ne se considéreraient pas comme
des ennemis, mais comme des champions de
la même idée civilisatrice, n'ayant aucune
qualité pour régler eux-mêmes les questions
soulevées par leur rencontre et les assu-
rer à leurs gouvernements respectifs. (Très
bien ! très bien !)

Mon espérance ne fut pas trompée. Le
49 septembre, le général Kitchener trouva à
Fachoda le capitaine Marchand, qui y était
arrivé le 10 juin avec 8 officiers et 120 soldats.
Leur conduite fut digne de tous les éloges.
L'expédition anglaise de terre, qui n'est
qu'une expédition de terre, n'est qu'une
politique de paix et de modération dans le
monde, car l'Europe est bien petite pour
devenir l'unique champ clos des compétitions
des nations.

M. Cochin vous le disait, l'Asie, l'Afrique,
sont de nouveaux champs de bataille, et nous
avons rejoint déjà les Etats-Unis.

La France ne peut s'en désintéresser, elle
veut y tenir sa place, elle la tient, c'est celle
d'une nation pacifique et modérée. Nous avons
fait l'effort colonial nécessaire, nous pouvons,
à l'heure qu'il est, travailler à mettre en œuvre
nos idées de paix, que nous avons conquises.
(Très bien ! très bien !)

Nous n'avons qu'un rôle à remplir dans ce
conflit pacifique. Ce rôle, il est conforme aux
traditions, au passé de ce pays ; mais pour
cela il nous faut être forts et rester forts.
(Applaudissements.) Nous n'aurions pu faire
l'expédition russe si nous n'avions pas recon-
struit nos défenses, si nous n'avions pas pu
résister à nos tristes querelles. (Vifs applaudisse-
ments.) Ce n'est qu'ainsi que nous pour-
rions maintenir la paix avec dignité et effica-
cité.

Entends, moi aussi, les bruits qui vien-
nent du dehors, et j'en suis profondément
ému et attristé. Etranger comme je le suis
aux luttes violentes des partis, je demande
à nos collègues de songer un peu moins à
tout ce qui nous divise, à tout ce qui nous
déchire, à tout ce qui pousse les Français les
uns contre les autres, et à porter un peu
plus à la France l'applaudissement répété
sur un très grand nombre de bancs.

L'orateur, en retournant à son banc, reçoit
de nombreuses félicitations.)

Ai-je besoin de dire que ce langage a
produit son effet et que, d'un bout de la
Chambre à l'autre, sans distinction de
parti ni de groupe, on a en témoignage à
l'orateur une sorte de reconnaissance admi-
ration ? Chacun d'eux a dit content, cela
fait dit M. Ribot. Il a dit avec une éner-
gique simplicité, en face de la tribune
diplomatique, qui avait bien l'air de ne pas
perdre un mot.

Il ne restait plus à entendre que le mi-
nistre lui-même, M. Delcassé, à qui est
échu le douloureux honneur de

une prudence qui n'exclut point la fermeté. Courageux — il l'a prouvé pendant la guerre et le ruban de la médaille militaire l'atteste — son patriotisme éclairé se refuse aux manifestations bruyantes. Ce n'est pas lui qui s'avivra de frotter des allumettes sur ces tonneaux de poudre qu'on dépose un peu partout à notre intention !

Paul Bosq.

AVIS DIVERS

ASSURANCES SUR LA VIE

On sait quel attrait exerce sur nos compatriotes la perspective de la retraite attachée à certaines fonctions.

Or, cette retraite, chacun peut se la constituer dans des conditions de sécurité absolue. On peut même (chose que les fonctionnaires ne peuvent faire) choisir la constitution de son capital au lieu d'une rente; stipuler qu'en cas de décès prématuré du mari, une somme sera versée à la veuve; fixer enfin à sa convenance les dates d'échéances et toutes autres conditions.

Les combinaisons d'assurances sur la vie et de rentes viagères offertes au public par la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie s'adaptent, en effet, à toutes les situations. Cette puissante Société, la plus ancienne des compagnies françaises, possède un fonds de garantie qui s'élève actuellement à 745 millions.

LA COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES sur la Vie envoie gratuitement les notices et tarifs concernant ses opérations à toute personne qui en adresse la demande soit à son siège social, à Paris, rue de Richelieu, 87, soit à ses agents dans les départements.

PETIT PAIN RICHELIEU 92. — Tél. 126.20.

POUR NÔTRE JAMAIS MALADE, lisez le Journal de la Santé, hebdomadaire. Abonnement 1 fr. par an. 15, bd Bonne-Nouvelle, Paris.

TEINT FRAIS par l'emploi bienfaisant de la ROSÉE ORKILLA, 5 fr., franco 5 fr. 85, et la POUDRE ORKILLA, 3 francs, franco 3 francs 50. — LENTHERIC, Paris.

RANIMÉS vos yeux éteints, en les ombrageant de cils et de sourcils rendus touffus et bruns à l'aide de la Sève soyeuse de la Parfumerie Nison, 31, rue du 4-Septembre.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu, pour les infortunes signalées par le Figaro :

A. J. M., pour Verdier, 20 francs. — M. B., à Nice, 10 francs. — E. V., 10 francs. — Anonyme, pour Verdier, 40 francs. — Miss Mary-Cécile Logé, pour Mlle Herlin, 5 francs. — Total : 55 francs.

Nous demandons pardon à nos lecteurs de les importuner si souvent de nos demandes. Mais chaque jour on nous signale de nouvelles misères et, bien que faisant un tri, elles sont si nombreuses que nous sommes forcés de revenir demander encore.

Au n° 81 de la rue Saint-Maur, une pauvre femme de trente-neuf ans, Mme Colombar, meurt d'indigence, ainsi que son petit garçon âgé de neuf ans. Elle n'a pour vivre qu'un travail de confection, très peu payé et que sa faiblesse l'empêche de rendre suffisamment productif pour manger. La malheureuse n'a ni linge de lit, ni chemise. C'est le dénuement le plus complet. Le médecin des pauvres dit qu'elle meurt des privations endurées depuis trop longtemps.

DOUBLE SUICIDE

M. Berthelot, commissaire de police du quartier de la Sorbonne, a été appelé hier matin à domicile, 7, rue du La Harpe, un double suicide dont le mobile a été tout autre que la misère.

A cette adresse, habitait une famille Pérot, composée du mari, fabricant d'engins de pêche à la ligne; de la mère et de la fille, cette dernière âgée de vingt-trois ans. Il y a deux ans, les époux Pérot avaient perdu leur jeune fille, âgée de dix-sept ans, et ce malheur avait si vivement affecté la mère et la fille aînée que, dès cette époque, elles avaient, au dire de leurs amis, formé déjà le projet de se réunir, dans la mort, à la chère défunte.

Hier matin, vers onze heures, le directeur d'une école de musique de Paris entra, fort agité, dans la loge des concierges auxquels il apprenait qu'une lettre qu'il venait de recevoir informait que les dames Pérot avaient dû se suicider. On monta aussitôt sonner à leur porte. Pas de réponse. On courut alors chercher M. Berthelot, et, quand ce magistrat pénétra dans le logement, il trouva la mère et la fille étendues sur leur lit, dans les bras l'une de l'autre. Un réchaud, placé au milieu de la chambre, indiquait le genre de mort qu'elles avaient adoptée.

Sur la cheminée, se trouvaient plusieurs lettres et une somme de huit cents francs. Le commissaire de police s'enquit alors de M. Pérot. Qu'était-il devenu? On lui apprit qu'il était sorti la veille, après dîner, et qu'il n'était plus rentré. Il paraît que sa femme et sa fille insistaient vivement auprès de lui, depuis plusieurs jours, pour qu'il se décidât à mourir avec elles. Peut-être est-il allé se suicider de son côté. Dans tous les cas, des recherches ont été commencées pour le retrouver, mort ou vivant.

M. Bourgeois, avocat à la Cour d'appel, qui avait eu, à plusieurs reprises, à s'occuper de

cette famille, avait reçu, dans la matinée, la lettre que voici :

Chère madame, n'eussent-ils pas vécu sur cette terre, nous allions nous faire mourir et rejoindre ma sœur.

Mais, en souvenir de l'intérêt que vous m'avez toujours porté, nous n'avons pas voulu mourir sans vous écrire une dernière fois.

C'est maman qui m'a engagée à mourir avec elle, car n'ayant pas de fortune, elle n'a pas voulu que je sois malheureuse un jour.

Recevez, madame, pour vous et votre famille, mes dernières pensées.

Adieu.

Ajoutons que, depuis la mort de sa fille, Mme Pérot était atteinte de troubles cérébraux assez sérieux, et que les facultés mentales de sa fille laissaient également beaucoup à désirer.

TENTATIVES DE MEURTRE

Une jeune femme de vingt-quatre ans, Louise Robert, brocheuse, rentrait chez elle, avant-hier soir, vers onze heures, rue Froidevaux, lorsqu'elle fut assaillie, à quelques pas de son domicile, par un individu qui la frappa d'un coup de couteau à l'épaule gauche.

Le meurtrier put prendre la fuite avant l'arrivée des gardiens de la paix, qui transportèrent la victime à l'hôpital Broussais. L'auteur de cette criminelle agression, un nommé Letulle, a été retrouvé et arrêté, hier matin, par des agents de la Sûreté, dans un débit de vins de la rue de la Roquette. Letulle a déclaré au commissaire de police chez lequel il a été conduit qu'il était, la veille, abominablement grisé et qu'il n'avait plus aucun souvenir de ce qu'il avait fait.

Il a été envoyé au Dépôt.

Deux heures plus tôt, une nommée Amélie Durand ayant eu une discussion, rue des Couronnes, avec un ouvrier tourneur du nom de Mathy, âgé de trente-quatre ans, lui avait porté à la tête plusieurs coups de couteau. Puis elle s'était enfuie. On l'a arrêtée hier matin, au moment où elle rentrait à son domicile. Elle a refusé d'indiquer les motifs de sa tentative de meurtre.

Le blessé a été transporté, dans un état très grave, à l'hôpital Saint-Louis.

Un épouvantable accident est arrivé hier soir à sept heures et demie, boulevard des Italiens.

Une charmante jeune fille de vingt et un ans, Mlle Cécile C..., est tombée du quatrième étage dans la cour.

Le cocher de son père, qui venait la chercher, se sert d'un sifflet pour avertir que la voiture est en bas. Mlle C..., qui sortait, s'est précipitée à la fenêtre du palier et a perdu l'équilibre.

Elle s'est brisée le crâne sur le pavé de la cour.

Son père, qu'on est allé chercher à son bureau, est fou de douleur.

Mme Malbeau, âgée de quarante et un ans, concierge rue de La Tour-d'Auvergne, 46, a été victime d'un accident du même genre.

Elle était montée au cinquième étage de la maison pour fermer une fenêtre donnant sur la cour. Par une cause inconnue, vertige, étourdissement peut-être, elle perdit l'équilibre et tomba dans le vide.

Elle rencontra dans sa chute une barre de fer placée à la hauteur du troisième étage. Cette barre l'envoya rebondir sur des piquants en fer garnissant un mur qui sépare deux maisons mitoyennes, l'une donnant rue Condorcet, l'autre rue de La Tour-d'Auvergne. Les piquants traversèrent ses vêtements et entrèrent dans la chair... Enfin, le tout cédant, elle tomba à terre.

La malheureuse n'était pas morte. A ses cris, son mari et plusieurs locataires arrivèrent et la relevèrent. Un médecin du quartier lui donna les premiers soins et elle fut conduite à l'hôpital Lariboisière.

Son état est des plus graves.

Sur mandat de M. le juge d'instruction Albaladejo, M. Martin, commissaire aux délégations judiciaires, a procédé hier à des perquisitions aux domiciles qu'occupait successivement, rue Jean-Beausart, rue Claude-Tillet et rue de l'Échiquier, un sieur Jodeau, arrêté ces jours derniers, 38, rue Bergère, par M. Archer, commissaire de police.

Sous des noms d'emprunt, et notamment sous les pseudonymes de Lambert et de Neyran, cet individu avait commis de nombreuses escroqueries en se faisant passer, dans le monde de la Bourse, pour remiser d'un coulisson connu.

Il se fit remettre des couvertures; mais ses clients, ne le voyant plus reparaître, portèrent plainte contre lui.

Des papiers saisis au cours des perquisitions font supposer qu'un grand nombre d'officiers ont été victimes de prêts usuraires de la part de ce chevalier d'industrie.

DIRES D'UN CHIMISTE

« Le Byrrh contient une proportion appropriée de constituants vénéreux; il possède beaucoup de corps et les amers qui entrent dans sa composition (quinquina) sont bienfaisants et tout à fait inoffensifs. Le bouquet du vin est particulièrement bon et le constituant amer, quoique marqué, n'est pas trop prononcé. Bref, d'un goût exquis, le Byrrh est à juste titre considéré comme le meilleur des vins toniques; il est d'ailleurs le plus ancien. »

LE FEU

Un incendie a éclaté, l'avant-dernière nuit, dans le logement de M. Victor-Hugo, 135, à Clichy.

Les pompiers de la localité sont arrivés peu d'instants après l'alarme donnée et ils ont réussi à se rendre maîtres du sinistre, après une heure de travail.

On croit que cet incendie est dû à l'imprudence d'un ouvrier.

Les pertes matérielles sont très importantes. On n'a eu à déplorer aucun accident de personnes.

Jean de Paris.

Mémoire. — Le gardien de la paix Emile Vieillard a été assez grièvement blessé, avant-hier soir, vers onze heures, en arrêtant un cheval emporté, dans l'avenue des Champs-Élysées. On a dû le transporter à son domicile où il est actuellement soigné.

* Demandez partout le « Gyrol », crayon réutilisable à la cuspide; son action sur la peau, où il attire le sang, est immédiate et souveraine dans les rhumes, gripes, maux de gorge, douleurs diverses. Pharmacies ou franco contre 2 francs, mandat ou timbres, 79, rue du Cherche-Midi, Paris.

J. de P.

Gazette des Tribunaux

GOUR D'ASSISES: Le beau mariage de M. Casse (Suite)

On ne s'est pas ennuyé, hier, à la Cour d'assises, où se jugeait cette étonnante affaire d'escroquerie au mariage dont j'ai esquissé les grandes lignes.

La femme Demortier, dite de Mortaère, qui en est l'héroïne, n'est pas précisément jeune ni jolie, et l'on s'explique d'autant moins, à son aspect, l'emballement extraordinaire de M. Casse, ce veuf de 50 ans qu'elle a si audacieusement mystifié.

Vêtue d'une robe de soie noire, coiffée d'un chapeau mousquetaire à plume blanche, les cheveux encore ambrosés d'un reste de teinture blonde, l'allure assurée et ferme, mais moins fermes les appas, Mme de Mortaère raconte ses aventures galantes en souriant d'un sourire édenté.

Quand M. le président Poupardin lui fait observer qu'elle est bigame, attendu que M. Demortier, son premier mari, n'est pas mort, et qu'elle est allée épouser l'infortuné M. Casse en Angleterre :

— En Angleterre! s'écrie-t-elle, est-ce que ça compte? Tenez, quand j'étais libre, je venais constamment ici. Ça m'a toujours amusée, la Cour d'assises! Eh bien! (montrant l'avocat général) j'ai toujours entendu monsieur, que vous, dire aux jurés qu'un mariage en Angleterre n'a pas compté pas pour la France. (Rires.)

M. Casse vient à son tour narrer ses mésaventures au jury.

C'est un homme d'une cinquantaine d'années, médiocrement mis, légèrement voûté, plutôt chauve, la lèvre ornée d'une petite moustache tombante qui lui donne l'air d'un Chinois de paravent.

M. Casse enfila sa déposition d'une haleine et l'on voit tout de suite qu'il voudrait bien s'en aller :

— Voilà, dit-il. Le 5 décembre on a publié nos bans. Le 22, nous sommes partis pour Londres. Le 13 janvier, nous nous sommes mariés.

M. le président. — N'allons pas si vite! Voyons, au commencement de 1896, vous avez conçu le projet de vous remarier; vous vous êtes adressé à l'agence de Mme Petitjean, qui, parait-il, votre parente, et quelques jours plus tard vous avez reçu une lettre de l'accusée, qui vous donnait rendez-vous dans un bureau d'omnibus.

Elle se présentait comme veuve d'un certain baron de Mortaère, propriétaire d'une maison rue d'Hauteville, et elle ajoutait qu'une somme de 175,000 francs était déposée à son nom à la Banque d'Angleterre. Vous avez cru tout cela?

Le témoin. — Oui, monsieur.

L'accusée, haussant les épaules. — Allons donc! Il n'en rien du tout! Monsieur est un faux naïf qui s'est servi de ma signature pour me faire accepter des billets de complaisance. Il n'a jamais songé à se marier avec moi, et la preuve, c'est que nous sommes allés nous marier à Londres, où, soi-disant, ce n'est qu'une frime. La seule chose qu'il ait supposée, c'est que j'avais une certaine fortune. C'est pour cela qu'il m'a fait signer des billets. Il comptait se rattraper sur ma dot.

Le témoin. — C'est abominable! J'ai une fortune indépendante, et c'est moi qui ai été indignement volé! Si nous nous sommes allés à Londres, c'est que vous l'avez voulu. Vous m'avez raconté que vous aviez à Paris une tante à héritage, une vieille fille ennemie du mariage, à laquelle vous aviez intérêt à laisser croire que vous étiez toujours demoiselle. (Rires.)

D. Vous contractez de mariage à été passé en l'étude de M. Collet, notaire à Paris. La future vous apportait une maison rue d'Hauteville. Cette maison, la connaissez-vous?

Le témoin. — Oui, monsieur le président. Je l'ai même visitée, et je me suis assuré qu'elle était franche d'hypothèques. Madame m'avait dit que cet immeuble était immatriculé à son nom de jeune fille, Mlle André, or, la maison appartenait précisément à une dame André. Elle avait pris le nom de la propriétaire!

L'auditoire éclate de rire et l'accusée elle-même ne peut s'empêcher de prendre part à l'hilarité générale :

Le témoin, continuant. — Le contrat signé, nous sommes partis pour Londres. Madame nous a présenté un oncle, une tante, une cousine, toute une famille postiche. L'oncle m'a dit qu'il autorisait sa nièce à retirer 175,000 francs qu'elle avait en dépôt à la

Banque d'Angleterre. Madame n'a pas eu de cesse que je lui aie donné un reçu de ces 175,000 francs pour aller toucher. Elle est partie avec le reçu et jamais je n'ai vu la somme qu'elle devait — censé — me remettre. Ça fait qu'aujourd'hui je suis débiteur vis-à-vis d'elle, d'après les arrangements du contrat, de 175,000 francs que je n'ai jamais reçus. (Nouveaux rires.)

M. le président. — Ce n'est pas tout!

Le témoin, avec un soupir. — Oh! non, ce n'est pas tout!

Figurez-vous que j'avais à Paris une quinzaine de mille francs dans mon coffre-fort, plus des bijoux de famille.

Un soir, à Londres, madame me dit qu'il n'était pas prudent de laisser ainsi mon argent chez moi pendant mon absence. Elle m'engagea à écrire à une de mes parentes pour lui donner le mot de mon coffre-fort et la prier d'aller porter l'argent chez mon notaire.

M. le président. — Eh bien?

Le témoin. — Eh bien! monsieur, j'ai fait la lettre. Madame est soi-disant partie pour la mettre à la poste, et elle est partie avec.

M. le président. — Partie pour où?

Le témoin. — Pour Paris. Elle a pris le dernier train.

D. — Et vous ne vous en êtes pas aperçu? Vous ne demeurez donc pas ensemble?

R. — Non, monsieur.

D. — Vous étiez mariés, cependant?

R. — C'est vrai. Seulement, après la cérémonie, madame avait eu des poudres. Elle m'avait déclaré qu'elle ne consentirait à venir loger sous mon toit que lorsque le mariage aurait été régularisé en France.

D. — C'est ce qui fait qu'elle a pu partir pour Paris à votre insu?

Le témoin. — Et revenir de même. Oh! ça n'a pas été long! Le lendemain soir, à neuf heures, elle était de retour à Londres. Arrivée à Paris le lendemain matin à six heures, à huit elle pénétrait chez moi et ouvrait mon coffre-fort à l'aide du chiffre que j'avais donné dans ma lettre à ma tante; à dix heures, elle vendait mes titres à l'aide d'une procuration générale que j'avais eu la sottise de lui donner, et à midi elle reprenait le train pour Londres où elle arrivait dans la soirée. Je ne m'étais pas douté de ce petit voyage qui me coûtait si cher.

D. — Vous étiez aveugle. L'amour vous avait mis son bandeau sur les yeux!

Le témoin. — Hélas!

M. le président. — Un bandeau joliment épais!

Le témoin. — Hélas! Si vous saviez ce que m'a coûté, cette comédie! 1,400 francs pour l'achat d'une bague de fiançailles, 3,000 francs pour louer à Ostende une villa pour sa vieille tante, 4,500 francs pour réparations urgentes à son soi-disant immeuble de la rue d'Hauteville, sans parler de l'argent qu'elle m'a volé!

Mais voici le bouquet :

M. Lévy-Alvarez. — Le témoin n'a-t-il pas vu que, pendant la période des fiançailles, Mme de Mortaère était accouchée de deux jumeaux? (Hilarité bruyante et prolongée.)

M. le président, à l'accusée. — Vous êtes accouchée de deux jumeaux?

L'accusée. — Oui, monsieur, et ce qui est plus fort que tout, c'est que monsieur les a vus, et ça lui a paru tout naturel!

Le témoin. — Vous m'avez fait croire que vous étiez dans une pension, membre influente d'une ligue pour la protection de l'enfance abandonnée! (L'auditoire se tord.)

Après l'audition de quelques témoins secondaires, dont les dépositions n'ajoutent rien à cette scène de vaudeville, l'audience est continuée à aujourd'hui mardi pour les plaidoiries.

Albert Bataille.

Informations

A l'Élysée. — M. Kurino, ministre du Japon à Paris, est venu présenter au Président de la République les commissaires du Japon pour l'Exposition de 1900.

Mme Delacroix-Garnier, vice-présidente de l'Union des femmes peintres et sculpteurs, a invité M. Félis Faure à assister à la prochaine inauguration de l'Exposition de cette Société.

Le Président de la République a reçu en outre, M. Ballot-Beaupré, président de Chambre à la Cour de cassation; les généraux Petit et Roidot, M. Dumay, directeur général des cultes; M. Lambert, directeur des poudres et salpêtres au ministère de la guerre; M. Masson, président de la Chambre de commerce de Paris; M. le préfet de la Charente, M. Le Roy, président du Tribunal civil de Rambouillet.

Marine. — Le capitaine de frégate Arden est nommé au commandement de la défense mobile à Toulon.

Le croiseur de 2^e classe Du Chayla, qui doit être rattaché à l'escadre du Nord, sera maintenu dans l'escadre de la Méditerranée.

L'Union coloniale. — Demain mercredi, à neuf heures du soir, l'Union coloniale française donnera sa troisième conférence de l'année 1898-1899, dans la salle de la Société de géographie, 184, boulevard Saint-Germain.

Cette conférence sera faite par M. Grosclaude, l'homme de lettres bien connu, qui parlera de « Conditions de la colonisation à Madagascar ». Des sous-officiers de Madagascar, inaugurés de l'Exposition de cette Société.

Le Président de la République a reçu en outre, M. Ballot-Beaupré, président de Chambre à la Cour de cassation; les généraux Petit et Roidot, M. Dumay, directeur général des cultes; M. Lambert, directeur des poudres et salpêtres au ministère de la guerre; M. Masson, président de la Chambre de commerce de Paris; M. le préfet de la Charente, M. Le Roy, président du Tribunal civil de Rambouillet.

Monaco. — La princesse de Monaco est arrivée aujourd'hui, à 2 h. 48, dans la principauté.

Une réception officielle lui a été faite à la gare par le gouverneur et les autorités.

Des salves d'artillerie ont salué son arrivée et les honneurs militaires lui ont été rendus.

La ville est pavoisée.

Ce soir, un concert sera donné devant le palais par les Sociétés de musique de Monaco.

MADRID. — Un combat a eu lieu, sur la plaza de Torres, entre un taureau et deux lions.

Le taureau a été vainqueur.

groupe colonial à la Chambre, présidera cette conférence.

On peut se procurer des cartes d'entrée à l'Union coloniale française, 44, chaussée d'Antin.

Convocation. — Au moment où les sociétés régimentaires se multiplient et prennent un grand développement, on ne comprenait pas que les anciens officiers de la garde mobile de 1870, qui comptent parmi eux bien des illustrations, ne se réunissent pas en un groupe fraternel.

Cette lacune regrettable vient d'être comblée, grâce à l'initiative de quelques-uns d'entre eux.

Par une circulaire, ils font appel à leurs anciens camarades, les convient de constituer une société amicale, destinée à renouer les liens de bonne confraternité d'autrefois, à évoquer le passé dont ils ont le droit d'être fiers, bien qu'il ait été néfaste.

Les adhésions sont reçues par le commandant Bernard Wolff, avenue Bosquet, 47 bis, Paris.

Collège municipal Rollin. — La souscription qui a eu lieu en faveur des pauvres parmi les fonctionnaires et les élèves du collège Rollin s'est élevée, cette année, au chiffre de 4,550 fr. Une somme de 600 fr. a été prélevée pour l'œuvre du sauvetage de l'Enfance, et le restant sera consacré, par moitié, à diverses œuvres de charité et aux bureaux de bienfaisance des neuvième et dix-huitième arrondissements.

Pensées heureuses du soir, comme l'ouragan redoublait d'intensité, le capitaine fit diminuer la voile, lorsque, tout à coup, une véritable trombe d'eau s'abattit sur le pont, dispersant les marins de tous côtés.

Ce fut un moment de péril extrême pour tout le monde: en pareille occurrence la mort tue chaque marin; on n'ordie pied et le reflux emporte qui ne sait s'accrocher au bastingage ou aux haubans.

C'est ce qui se produisit pour un jeune marin de nationalité russe, nommé Bergmann, dont on constata la disparition dès que l'officier de quart put rassembler ses hommes.

Personne n'a vu l'accident, et on suppose que le malheureux, enlevé par la masse d'eau, n'aurait même pas eu le temps de pousser un cri.

Les marins disent que l'ère des tempêtes, qui ne paraît pas près de se terminer, est sans précédent par sa durée anormale.

L'adjudant de Pradt

LILLE. — Au cours de la séance solennelle de la Société de géographie de Lille, tenue hier, sous la présidence de M. le général Allard, gouverneur de Lille, une médaille d'or a été remise à l'adjudant de Pradt, soldat membre d'honneur. En lui remettant la médaille, M. Nicolle, vice-président, s'est exprimé en ces termes :

« Tant que la France sera peuplée d'enfants tels que Marchand et de Pradt, elle pourra subir des fluctuations dans sa marche, mais elle aura l'avenir pour elle. »

Le même jour, les Sociétés d'anciens combattants de Lille ont reçu l'adjudant et lui ont offert des cadeaux. A la Société des anciens sous-officiers, c'est M. le général de Ricourt d'Hérouville qui a salué le brave soldat. Très modestement, celui-ci a répondu en reportant sur son chef, le commandant Marchand, l'honneur de l'expédition à Fachoda.

LOCHES. — Le Conseil municipal vient de voter l'établissement d'une caserne pour loger l'un des quatre bataillons actuellement en formation. C'est un sacrifice d'un million, en chiffre rond, que la Ville s'impose.

MONACO. — La princesse de Monaco est arrivée aujourd'hui, à 2 h. 48, dans la principauté.

Une réception officielle lui a été faite à la gare par le gouverneur et les autorités.

Des salves d'artillerie ont salué son arrivée et les honneurs militaires lui ont été rendus.

La ville est pavoisée.

Ce soir, un concert sera donné devant le palais par les Sociétés de musique de Monaco.

MADRID. — Un combat a eu lieu, sur la plaza de Torres, entre un taureau et deux lions.

Le taureau a été vainqueur.

Les tremblements de terre

ATHÈNES. — Les secousses continuent dans les départements de Kyparissia et de Philippi.

A Kyparissia quelques maisons endommagées se sont effondrées.

Le nombre des victimes est très restreint. On signale une cinquantaine d'enfants qui ont reçu des contusions.

Argus.

Il reprit sa sérénité, son air solennel, son sourire finaud. Jeanne et Pierre, devinant le terrible coup d'épave qu'il avait dû donner pour se reprendre, le virent recommencer, dans le monde, avec plus d'adresse et de précaution que jamais, son manège d'embuscade et d'infiltration. Très vite il rendit plus ferventes les bienveillances refroidies.

Un soir que, ayant repris toute sa sécurité, il faisait en lui-même le bilan de cette aventure, il put se dire, en son langage trivial :

— Bah! j'ai rattrapé le temps perdu. Quant à l'argent, j'ai beaucoup plus gagné que dépensé... Quelques milliers de francs... Pour une femme du monde, ça n'est pas trop cher!... Et au moins j'ai connu la grande vie!... Me voilà rassuré!... Plus de danger d'une faiblesse... Des joies et de l'expérience!... En somme, c'est une bonne affaire.

Mme Bigeon se consola. Ses écrivains enrichis, ses dettes payées, ce flirt ne lui laissait pas de rancœur. Sans parler du long crédit qui

